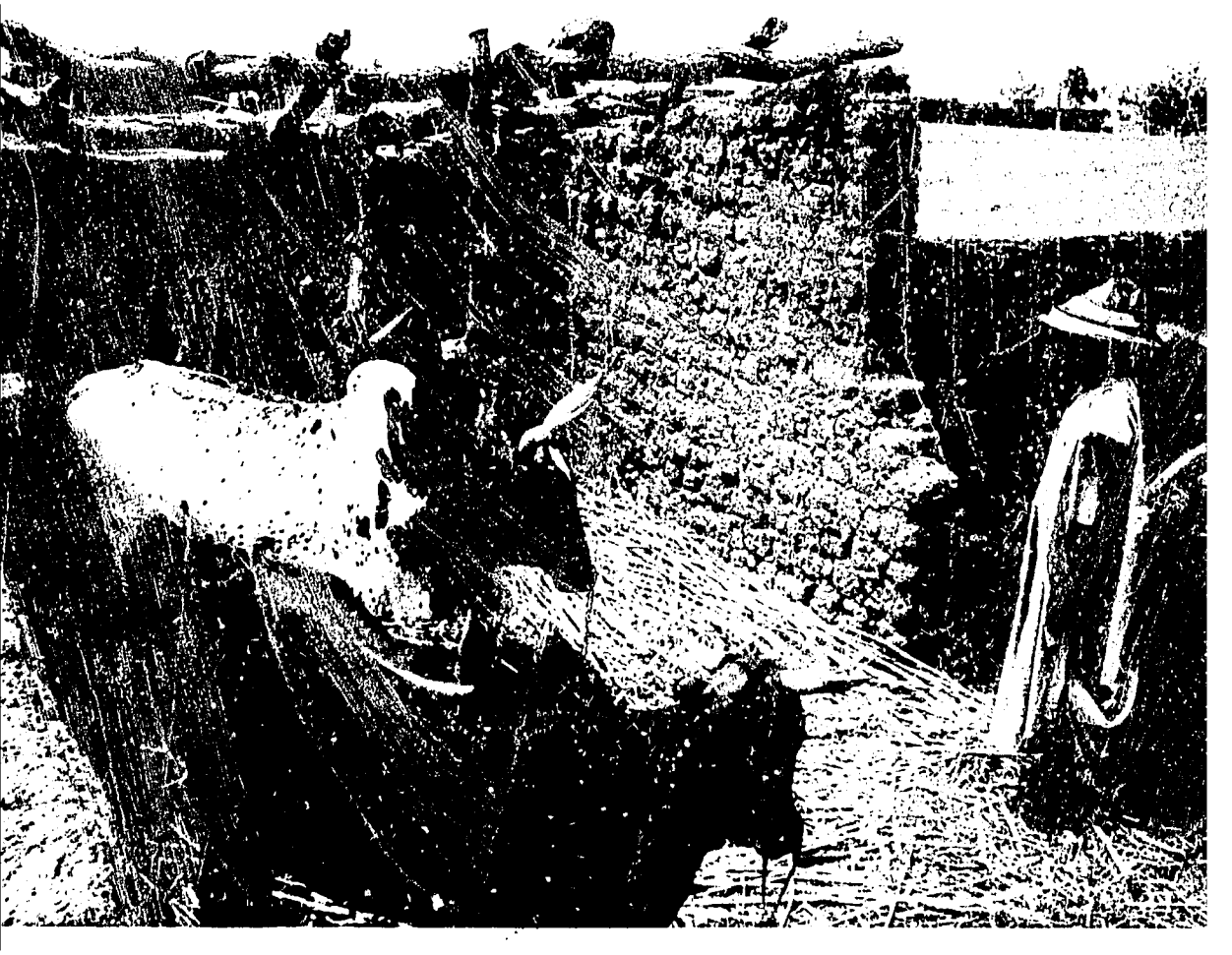
6980405
PD-AAU-556

Rapport d'activités 1984 - 1985
Progress report



AFR-0405-6-65-0290-00

INSTITUT PAN AFRICAIN POUR LE DEVELOPPEMENT – DOUALA – OUAGADOUGOU
PAN AFRICAN INSTITUTE FOR DEVELOPMENT – BUEA – KABWE

PDAAU-556

RAPPORT D'ACTIVITÉ

1984 – 1985

PROGRESS REPORT

Institut Panafricain
pour le Développement
Douala – Ouagadougou

Panafrican Institute
for Development
Buea – Kabwe

Secrétariat Général / *General Secretariat* : BP 4056 – DOUALA (Cameroun)

E R R A T A

Page	48	lire	:	*LAUPER*
Page	66	photo 6.1	:	*Audio-visuelle*
Page	87	ligne 17	:	*contrary be considered*
Page	98	nº 7	:	*M. GNIDEHOU*
Page	105	ligne 27	:	*J.H.O. KIDENDA*
Page	106	nº 7		*Pierre ZUMBACH*

Photo de couverture : Etude de l'IPD au Burkina—Faso sur l'alimentation du betail en stabulation.

Cover photo : PAID study underway in Burkina—Faso on cattle feeding in closed stalls.

(Photos : Schweizer/IPD)

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION

CHAPITRE I ASSOCIATION INTERNATIONALE ET RELATIONS EXTERIEURES

CHAPITRE II PRINCIPALES ACTIVITÉS REALISÉES

I LES ACTIVITÉS DE L'IPD EN CHANGEMENT

II FORMATION

III RECHERCHE

IV APPUI/CONSULTATION

V PUBLICATIONS, AUDIO–VISUEL, DOCUMENTATION ET CHANGEMENTS A L'IPD

CHAPITRE III REFLEXIONS SUR LES ACTIVITÉS : REUNIONS DU CONSEIL SCIENTIFIQUE ET PEDAGOGIQUE CENTRAL ET DE SES COMITÉS RÉGIONAUX

CHAPITRE IV RESSOURCES ET CHANGEMENTS EN COURS

ANNEXES

I Nombre d'étudiants formés par pays au cours des deux dernières années académiques ;

II Liste du personnel cadre permanent

III Membres externes du Conseil Scientifique et Pédagogique Central et de ses Comités Régionaux

IV Association Internationale – Relations extérieures

V Renseignements sur les conditions d'adhésion à l'Association Internationale IPD.

VI Membres de l'Assemblée des Délégués.

INTRODUCTION

Le rapport d'activités 1984–1985 doit se situer d'emblée dans une perspective de rappels et de changements.

QUELQUES RAPPELS SIMPLES

L'I.P.D. :

1) est une association internationale de personnes

2) une organisation non-gouvernementale panafricaine et internationale au service du développement en général et du développement rural en particulier.

En tant que tel, l'IPD à travers ses activités de formation, de recherche, de consultation et d'appui, doit :

- favoriser le développement des structures communautaires à la base, sans oublier les agents intermédiaires, et les décideurs politiques et techniques, dans une optique globalisante et intégratrice.

- développer les échanges d'expériences, tout en reconnaissant l'originalité des écologies et éco-systèmes régionaux, sous-régionaux et locaux, dans l'esprit d'un donner et d'un recevoir permanent et enrichissant.

- privilégier les actions en direction des populations les plus déshéritées et marginales des campagnes et des villes africaines, suivant une démarche constamment participative.

- s'expliquer en permanence avec ses partenaires financiers africains et non-africains, gouvernementaux et non-gouvernementaux sur les objectifs du projet, ainsi que son évolution dans le temps et l'espace en fonction des changements qui se produisent sur le continent africain.

DES CHANGEMENTS NECESSAIRES AU NIVEAU DES STRUCTURES

- Un Secrétariat Général qui, tout en étant souple, léger, doit :

  . assurer son rôle de contrôle à tous les niveaux pédagogique, scientifique, financier, à travers les différents instituts régionaux.

  . veiller à la qualité des ressources humaines, en adéquation avec les activités qui doivent tenir compte des changements qui se produisent en Afrique et dans le monde : paupérisation grandissante des campagnes africaines, la sécheresse et ses conséquences, les réfugiés et leur réinstallation, l'auto-suffisance alimentaire, les soins de santé primaires, l'échec des stratégies de développement en œuvre, etc. . .

- Un Comité de Direction pratiquement renouvelé à plus de 75 % qui doit se considérer comme un instrument de coordination efficace, favorisant le contrôle et les adaptations nécessaires par des actions concrètes et efficaces.

- Des instituts régionaux ayant à leur tête, des directeurs qui doivent être :

  . non seulement valables sur le plan administratif, mais aussi à l'écoute des besoins réels des populations de leurs régions ;

  . capables de créativité et du contrôle premier de la qualité scientifique des activités théoriques et

pratiques de leurs cadres sur le terrain ;

. capables, tout en sauvegardant les originalités propres des pays couverts par leurs instituts, de susciter des échanges enrichissants non seulement entre instituts de l'IPD, mais aussi entre l'IPD et d'autres instituts de recherche et de formation en Afrique et dans le monde ;

. capables de faire capitaliser rapidement les acquis résultant des études de cas pour les verser dans un patrimoine de reflexions globales sur le développement africain ;

. capables enfin de mobiliser leurs Comités scientifiques et pédagogiques régionaux afin qu'ils jouent pleinement et efficacement leur rôle d'organe conseil ayant des idées novatrices.

– Une Assemblée des Délégués dont les membres savent et doivent savoir qu'ils sont membres d'une association non-gouvernementale privée internationale africaine où l'efficacité et la connaissance des activités sont au-dessus de toutes querelles partisanes et au profit de l'amélioration des conditions de vie des populations les plus déshéritées du continent africain.

Ces rappels et perspectives de changements ont commencé par être perçus par la plupart des différents acteurs qui essayent de faire fonctionner la structure IPD en tant que «machine» non-gouvernementale.

C'est dans ce cadre que s'inscrit le rapport d'activités 1984/1985.

Prof. Alfred MONDJANAGNI
Secrétaire Général

CHAPITRE I

ASSOCIATION INTERNATIONALE ET RELATIONS EXTÉRIEURES

LES MEMBRES

L'Association Internationale compte actuellement environ 207 membres. La dispersion de ces derniers dans le monde entier et le manque jusqu'à présent d'un système de communication entre eux ne leur a pas permis, d'une part, de se connaître, d'autre part, d'être au courant des activités de l'IPD. Il était donc temps de combler cette lacune. C'est pourquoi des fiches de renseignements ont été envoyées à tous les membres qui ont pu être inventoriés jusqu'à présent. La collecte de ces renseignements permettra d'établir un répertoire des membres de l'Association qui sera envoyé à tous, afin qu'ils aient la possibilité de se connaître et de communiquer entre eux Ce système permettra en outre d'organiser plus rationnellement, le moment venu, l'élection des membres de l'Assemblée des Délégués, d'être régulièrement en contact avec eux pour leur communiquer des informations sur les activités de l'IPD et d'initier les possibilités de rencontres et de réflexion sur le développement africain. Les associations des anciens étudiants qu'on essayera de mettre en place sur les plans national et régional, pourront aussi aider l'IPD dans cette nouvelle démarche.

L'ASSEMBLÉE DES DÉLÉGUÉS

L'Assemblée des Délégués s'est réunie en session ordinaire du 29 au 31 mai 1984, en session extraordinaire du 12 au 13 décembre 1984 et de nouveau en session ordinaire, du 2 au 4 mai 1985.

Quant au Bureau Exécutif, il s'est réuni le 29 mai, les 10 et 11 décembre 1984 et les 7–8 mars 1985.

Au cours de ces différentes sessions des décisions importantes ont été prises :

- *Nominations*

- M. le Professeur Alfred Comlan MONDJANAGNI a été nommé Secrétaire Général de l'IPD
- Le Dr. Stephen MBANDI, Directeur du PAID/WA
- M. le Professeur Tshikuku KABEYA, Directeur de l'IPD/AC
- M. KOUASSI Bernard Yapo, Coordinateur Financier de l'IPD
- M. Marcel LAUPER, reconduit pour un nouveau mandat en qualité de Vérificateur externe
- M. Jacques MOYNAT, Responsable du Bureau du Secrétariat Général à Genève.

L'Assemblée des Délégués a par ailleurs :

- approuvé les comptes 1983/1984 tels qu'ils ressortent du rapport de la Fiduciaire Lauper et déchargé les Directeurs et le Secrétaire Général de leur gestion de l'exercice 1983/1984 ;
- voté le budget 1985/1986 tel qu'il a été présenté par la Commission des Finances.

En ce qui concerne les questions relatives aux Instituts régionaux, il a été décidé de :

- ramener la durée de la formation longue durée du PAID/ESA à 9 mois. Cette formation supérieure sera essentiellement destinée aux titulaires de diplômes universitaires, mais d'autres étudiants titulaires de diplômes moins élevés et justifiant d'une expérience professionnelle d'au moins trois ans pourront également être autorisés à s'y inscrire.

L'Assemblée des Délégués a recommandé la mise en œuvre d'un autre programme de formation longue durée pour des étudiants titulaires de diplômes moins élevés (GCE et autres) que les diplômes universitaires et justifiant d'une expérience professionnelle d'au moins trois ans. Ce système permettra au PAID/ESA de recruter un plus grand nombre d'étudiantes auxquelles il faudra désormais accorder la priorité ; les deux programmes de formation seront mis en œuvre en alternance.

Au cours de l'année, l'IPD a noué des contacts non seulement avec tous les pays, agences donatrices et autres organismes qui lui apportent une assistance financière et technique, mais aussi avec d'autres structures de développement ayant les mêmes préoccupations.

Le présent rapport offre l'occasion de remercier toutes ces organisations pour leur soutien financier et technique.

Les donateurs et l'Assemblée des Délégués de l'IPD ont fortement recommandé que dans le cadre de ses activités de formation, de recherche et d'appui/consultation et tout en recherchant l'efficacité, l'IPD ait également à l'esprit de générer des fonds à travers sa participation à de grands projets.

A cet égard, et dans le cadre plus général de sa politique de développement rural, l'IPD a noué des relations avec un certain nombre d'organisations internationales.

L'IPD a signé un accord de coopération avec le Bureau régional de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) pour l'Afrique pour une première période de 4 ans en vue de participer au programme de l'OMS «Santé pour tous en l'an 2000» (SPT/2000). Dans le cadre de cette coopération et avec l'appui financier et technique de l'OMS, l'IPD intégrera de plus en plus les activités liées à la santé dans ses programmes.

L'IPD est également l'un des Instituts clefs engagés dans l'exécution du Projet (AMTA) de Formation en gestion des projets agricoles en Afrique. Il s'agit d'une action entreprise conjointement par la Banque Africaine de Développement (BAD), le Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA), la Commission Scientifique, Technique et de la Recherche de l'OUA (OUA–CSTR) et l'Institut de Développement Économique de la Banque Mondiale (IDE/BM). Ce projet a favorisé une coopération encore plus étroite entre l'IPD, les organisations précédemment mentionnées, et d'autres Institutions de Formation et de Recherche en Afrique.

L'IPD a participé au Forum des ONG et à la Conférence marquant la fin de la Décennie des Femmes, du 8 au 17 juillet 1985 à Nairobi. Au cours du forum, il a pu présenter ses activités aux diverses organisations internationales participantes.

Au cours de l'année, l'IPD a collaboré étroitement avec le Bureau Régional de la FAO pour l'Afrique. En collaboration avec le Ministère de l'Agriculture de la République du Cameroun, il a abrité – dans les locaux de son institut régional pour l'Afrique de l'Ouest Anglophone (PAID/WA) – un colloque international sur le thème «Alimentation, Forêt et Environnement : défi à la pauvreté rurale en Afrique». Le colloque qui s'est tenu du 14 au 16 octobre 1985, marquait la Journée Mondiale de l'Alimentation et le 40e anniversaire de la FAO. Il était présidé par son Excellence Jean-Baptiste YONKE, Ministre de l'Agriculture du Cameroun. Plusieurs autres personnalités dont le Sous-Directeur Général et Représentant Régional de la FAO pour l'Afrique, M. J.A.C. Davies, et le Vice-Ministre de l'Agriculture et des Ressources Naturelles de la République de Sierra Leone, Son Excellence M. Suffian Kargbo, y ont également pris part. L'IPD a eu le privilège d'abriter cet important colloque dont le thème est d'un intérêt capital pour l'Afrique d'aujourd'hui.

Le Secrétaire Général a participé, du 20 au 24 mai à Dakar, à la Conférence générale du Conseil international des Agences volontaires (CIAV).

Il a pris part aussi, sur invitation de l'ONUDI, à Abidjan du 27 au 30 août, au Forum sur la participation des Organisations non-gouvernementales à la mise en œuvre du programme de la Décennie du Développement Industriel de l'Afrique.

CHAPITRE II

PRINCIPALES ACTIVITÉS RÉALISÉES

I – LES ACTIVITÉS DE L'IPD EN CHANGEMENT

Suite aux différentes évaluations, interne, externe ou conjointe sur l'IPD, l'Institut est en train de chercher tout en renforçant ses acquis de nouvelles voies pour ses activités. Les dominantes restent la formation d'agents de développement en général, de développement rural en particulier : formation en conception, élaboration, exécution, gestion et évaluation des projets de développement rural. A celà s'ajoutent, sinon s'intègrent, les activités sur la nutrition, les soins de santé primaires, et la formation des formateurs.

La tridimensionalité (formation, recherche, appui-consultation) doit être perçue d'une manière globalisante et intégratrice. La recherche doit être désormais partie intégrante de la formation et des activités de consultation ou issues d'observations sur le terrain, terrain entendu dans le double sens de terrain-espace physique et social, terrain-entreprise.

Les formations longue durée doivent être découpées systématiquement en unités de formation courte durée bien maitrisées, enrichies en permanence par des études de cas.

Si les populations intermédiaires et les décideurs politiques et techniques continuent à préoccuper l'IPD, les populations à la base restent primordiales. L'expérience que l'IPD va entreprendre avec l'OMS dans le cadre d'un accord de collaboration qu'il vient de signer avec cette organisation, autour du thème «Soins de santé primaires» fait revenir plus que jamais notre institution à la base, dans une optique intégratrice, multidisciplinaire et multisectorielle. Il s'agit de tester en permanence le schéma OMS sur les soins de santé primaires, depuis l'individu (enfants, jeunes, vieillards), la famille, jusqu'à la communauté et le village.

Cette année a connu :

- une intégration d'un pourcentage plus élevé de femmes dans les programmes tant au niveau de la formation qu'au niveau des bénéficiaires sur le terrain ;

- une ouverture des programmes relativement plus orientée vers les cadres des organisations non-gouvernementales et les agents sur le terrain, malgré l'importance encore non-négligeable des agents de l'Etat ;

- un renforcement des échanges non seulement entre les Instituts régionaux, mais aussi entre l'IPD et les autres Instituts de formation et de recherche en Afrique, grâce notamment aux programmes de grande envergure tels AMTA et MINAGRI.

II – FORMATION

D'une manière générale, les activités de formation longue durée menées par les Instituts régionaux de l'IPD se sont maintenues au même niveau que les années passées. En revanche, l'année 1984–85 a été marquée par un accroissement quantitatif et une diversité relative des demandes et interventions de formation courte durée, toutes choses qui témoignent du crédit de plus en plus grand dont jouit l'IPD en Afrique.

1. FORMATION LONGUE DURÉE

Le projet de formation longue durée de cadres supérieurs ayant été suspendu, l'année 1984/85 a marqué à l'IPD/AC, le retour à la formation longue durée de cadres moyens. Elle a démarré le 1er novembre 1984, avec la 20e promotion, un effectif de 48 étudiants dont 10 femmes en provenance du Burkina-Faso (11), du Cameroun (9), du Congo (6), du Gabon (4), de Madagascar (4) de Mauritanie (2), de la RCA (3), du Rwanda (4), du Sénégal (2) et du Tchad (3).

La participation féminine a augmenté en proportion : 21 % de l'effectif total alors qu'elle a jusqu'ici rarement franchi le seuil de 15 %.

Le Bénin, Le Burundi, le Togo et le Zaïre n'ont pas été représentés dans cette promotion pour diverses raisons dont l'insuffisance de bourses, la lenteur administrative et parfois même des difficultés de communication. Cependant, les deux premiers pays ont reporté leur participation à l'année académique 1985/1986.

Du point de vue des organismes qui les emploient,les étudiants de la 20e promotion se répartissent de la manière suivante :

i) administration et organisme publics	31 étudiants	64,58 %
ii) organismes privés et para-étatiques régionaux : coopératives, projets mixtes (gouvernements et organismes internationaux),organisations non-gouvernementales, autres initiatives autonomes à la base,	17 étudiants	35,42 %

On peut donc retenir que les administrations et organismes gouvernementaux fournissent près des 2/3 des étudiants, tandis que les institutions privées autonomes comptent seulement un cadre sur trois. Ce déséquilibre plus accentué les années passées, a tendance à s'atténuer.

Les unités traditionnelles de la formation longue durée de cadres moyens ont fonctionné comme suit :

a) Unité de Formation «Etude du Milieu» (UF–EM)

Elle offre aux étudiants une formation dans les techniques de collecte et de traitement des informations, ainsi que dans l'analyse scientifique de l'environnement physique, social et économique où ils sont appelés à œuvrer comme agents de développement.

Elle s'est déroulée en 1984/1985 à travers les quatre phases suivantes :

i) Cours en salle : du 1er novembre 1984 au 31 janvier 1985,
du 25 février au 8 avril 1985 et du 15 au 30 avril 1985 ;

ii) Stage sur le terrain : organisé dans la zone vivrière et cacaoyère du Département de la Lekié (Sa'a et Monatelé) dans la Province du Centre du Cameroun, du 1er au 22 février 85.

iii) Séminaire de fin d'UF : organisé à Douala du 9 au 13 avril avec la participation du Secrétaire général de l'IPD et d'autres personnalités, sur le thème «Cultures de rente et autosuffisance alimentaire en Afrique».

iv) Contrôle des connaissances et proclamation des résultats : du 22 au 30 avril 1985. Au terme

du contrôle final des connaissances, les 85 % de l'effectif total de la promotion qui ont obtenu leur Certificat de l'UF–EM, ont été admis en UF–PD.

b) Unité de Formation «Projet de Développement» (UF–PD.

Elle a commencé, du 1er mai au 31 juillet 1985, par des cours théoriques avec un effectif de 46 étudiants. Elle s'est poursuivie d'août à novembre 1985 par un mois de vacances et 3 mois de «stage national» au sein des projets et structures de développement des pays d'origine des étudiants.

Entre-temps, un séminaire de fin de cours théoriques a été organisé du 22 au 27 juillet sur le thème suivant : «Créer les entreprises pour créer les emplois». Ce séminaire a connu une très forte participation d'intervenants extérieurs (11 au total), venus de milieux gouvernementaux, privés et d'organismes de développement à la base.

c) Unité de Formation «Formation des Formateurs» (UF–FAF)

Elle a démarré le 1er mars 1985 par sa partie théorique qui s'est terminée le 22 juin 1985. 32 étudiants en provenance de 10 pays et de 21 organismes de développement, ont pris part à cette formation. Les femmes y étaient représentées à 12,5 %. Tous les étudiants ont entamé leur stage auprès des organismes nationaux qui les emploient.

d) Unité de Formation «Actions pour le Bien-être» (UF–ABE)

Elle devait être lancée dès janvier 1985 en remplacement de l'UF–Nutrition dont l'impact sur le terrain n'a pas été très important. Le retard accusé dans la mise en place de cette nouvelle activité a contraint l'IPD/AC à reporter son démarrage à février 1986. Cependant, quelques candidats déjà venus à l'IPD/AC au titre de cette UF, ont été admis en UF–FAF (dont les exercices pratiques ont été orientés vers les questions de bien-être) pendant que la préparation de l'UF–ABE a été renforcée par les activités suivantes :

i) élaboration et précision des objectifs et du contenu des enseignements ;

ii) organisation d'une plus large information dans les pays africains et auprès des organismes de développement susceptibles d'être intéressés ;

iii) recherche d'une formule de multiplication de cette activité par des séminaires de courte durée, sur le terrain ou à Douala. Dans cette perspective, des contacts ont été noués avec l'Union Nationale des Travailleurs du Cameroun» (UNTC), pour un cycle de séminaires de formation intéressant quelques centaines de fonctionnaires ;

iv) recherche de sources de financement (dans ce cadre, un accord de financement a été signé à Douala, le 9 mars 1985, avec Family Planning International Assistance – Nairobi (Kenya) ;

v) effort de capitalisation des enseignements de l'ancienne UF–Nutrition sous forme d'un guide pratique de nutrition susceptible d'être exploité comme outil pédagogique dans le cadre de l'UF–ABE.

Les unités de Formation Gestion des Entreprises et Coopératives (UF–GEC) et Développement régional et Planification (UF–DRP) n'ont pas fonctionné cette année, en raison de la suspension en novembre 1982 du recrutement pour la formation longue durée de cadres moyens.

PAID/WA

L'année académique 1984/1985 a démarré le 28 septembre 1984, avec 54 étudiants dont 12 femmes inscrites

pour la formation longue durée de neuf mois. Les étudiants venaient des pays suivants : Cameroun (9), Ethiopie (4), Gambie (7), Ghana (7), Kenya (2), Lesotho (1), Libéria (7), Malawi (2), Nigéria (13), Ouganda (1) et Sierra Leone (1).

Les différentes phases de la formation sont restées les mêmes que les années passées : alternance de stages-terrain, tronc commun, études de villages, de zones, de cas, cours de spécialisation, synthèses et séminaires regroupant enseignants, étudiants, chefs de villages et cadres de vulgarisation sur le terrain.

Les réflexions se poursuivent au niveau des cadres sur le réaménagement de la formation longue durée et la mise au point d'un programme pour le 2e cycle envisagé.

IPD/AOS

En 1984/85, un cycle de formation supérieure de 9 mois en Planification et Aménagement du Territoire a été mis en place, après consultation des Etats de la sous-région Ouest-africaine. 18 stagiaires venant du Bénin (4), du Burkina-Faso (3), du Mali (7), de la Mauritanie (1) et du Niger (3), ont participé à ce cycle qui comprenait quatre modules dont trois théoriques et un quatrième relatif au stage-terrain.

a) MODULE I *Développement régional et Planification*
Ce module a été réalisé à 80 % par rapport aux prévisions du programme initial.

b) MODULE II : *Analyse régionale et Aménagement du Territoire*
Ce module a été un succès. L'équipe de sa réalisation a été renforcée par le Professeur Michel Rochefort (1) qui a une grande expérience en la matière.

Il est donc important de continuer à encourager la démarche pédagogique qui consiste à favoriser la synthétisation, l'esprit critique et l'échange enrichissant entre formateurs et stagiaires.

c) MODULE III : *Planification régionale et Programmation*
Comme pour les autres modules, il y a ici également alternance entre enseignements théoriques et méthodiques, et séminaires de réflexion plus ou moins élargis à l'extérieur. Cette pratique est à maintenir et à améliorer, notamment par une meilleure préparation des séminaires.

Cependant, d'une manière générale, le module III, compte tenu de son caractère technique, a été perçu comme trop intensif par rapport aux deux modules précédents. Ainsi, certaines séquences et interventions ont suscité beaucoup d'intérêt chez les stagiaires sans avoir pu être suffisamment approfondies.

Pour mieux marquer la clôture de la formation longue durée dans son volet théorique, l'Institut a organisé du 1er au 3 avril 1985, un séminaire sur le thème «La Planification et le problème du transfert et de la maîtrise technologique dans les projets de développement».

L'objectif du séminaire était de montrer comment la question du transfert et de la maîtrise locale des technologies est devenue le point central de la lutte contre le processus du sous-développement dans le Tiers-Monde en général et dans l'Afrique Sub-Saharienne en particulier.

Participaient à ce séminaire, outre les étudiants, les formateurs, les représentants des Ministères du Plan du Bénin, du Burkina-Faso, du Mali, de la Mauritanie et du Niger, ainsi que les chercheurs et cadres d'organismes tels le BIT, l'ENDA, la SAED et l'ONPE.

d) MODULE IV : *Stage-terrain*
Il a été réalisé d'avril à juin 1985 dans les pays d'origine des stagiaires. Il a porté sur des thèmes préalablement choisis d'une manière tripartite : étudiant-IPD—structure d'origine de l'étudiant.

(1) **Michel Rochefort : Professeur à l'Université de Paris I et à l'IEDES.**

Ces stages ont pris fin avec la soutenance des mémoires en juillet 1985 devant des jurys composés de formateurs de l'IPD et de personnalités extérieures.

A l'issue de ce cycle de formation, tous les stagiaires ont été déclarés admis. Les mémoires présentés sont de bonne qualité d'une manière générale.

Avec l'achèvement du cycle de formation de neuf (9) mois portant sur la planification et l'amenagement du territoire, l'IPD/ADS va passer dans la phase des bilans relatifs aux activités expérimentales de formation longue durée.

Mais, après l'expérience du cycle de 9 mois, le choix de cette formule est pratiquement fait pour les années à venir.

PAID/ESA

Le 3e cours de 12 mois sur la Planification, le Management et l'Evaluation des Projets de développement commencé en janvier 1984 avec 31 étudiants dont 8 femmes en provenance de 12 pays de l'Afrique orientale et australe, s'est terminé en décembre de la même année.

Le 4e cours a démarré en janvier 1985 avec 30 étudiants dont 8 femmes en provenance de l'Ethiopie, de l'Ile Maurice, du Kenya, du Lesotho, du Malawi, de la Namibie (Swapo), de l'Ouganda, de la Somalie, du Soudan, du Swaziland, de la Tanzanie, de la Zambie et du Zimbabwé.

Pour les quatre premiers cours, les étudiants ont effectué leur stage-terrain au Malawi. De nouvelles dispositions vont être prises pour qu'ils se rendent désormais en stage-terrain au Botswana, au sein de projets et structures de développement de ce pays, notamment les projets des Brigades. Il faut rappeler que la première expérience de formation longue durée du PAID/ESA s'est faite à l'intention des responsables et gestionnaires des Brigades du Botswana. L'occasion sera donc donnée aux étudiants d'étudier des projets mis en œuvre et gérés par d'anciens étudiants du PAID/ESA.

Enfin, il a été décidé de réduire la durée de la formation au PAID/ESA de 12 à 9 mois, non seulement pour s'aligner sur les autres institutions de formation de l'IPD et de la region, mais aussi pour permettre aux cadres de cet Institut de se consacrer à la recherche et à d'autres activités académiques. Un cours de six mois va être organisé à partir de février 1986 pour des cadres moyens, pendant la période de transition.

2. *FORMATION COURTE DURÉE*

IPD/AC

L'IPD/AC a mené une seule activité de formation courte durée en 1984/85 : pour le compte de la Commission Diocésaine du Développement (CDD) de l'Archidiocèse de Lubumbashi au Zaïre. L'institut a organisé, du 6 février au 6 mars 1985 dans la localité de Fungurume, une session de formation à l'intention du personnel de gestion des projets agricoles. Cette tentative avec une ONG sans moyen, a connu un succès total.

D'autres tentatives, notamment celle relative à l'organisation d'un séminaire sur la gestion des institutions de soins de santé primaires dans l'Ouest-Cameroun, sont en préparation.

PAID/WA

Les activités de formation courte durée réalisées par le PAID/WA au cours de l'année académique 1984/85 sont les suivantes :

i) Programme de formation destiné aux femmes responsables et gestionnaires d'institutions de développement.

Ce programme de formation a été organisé à Freetown (Sierra-Leone) du 2 au 24 décembre 84, grâce à un un financement du Secrétariat du Commonwealth.

ii) Atelier sur l'utilisation des jeux de simulation dans le développement.

Organisé au PAID/WA Buéa (Cameroun) du 5 au 18 janvier 1985, il e bénéficié d'un financement de l'UNESCO. Les participants ont terminé l'élaboration d'un jeu de simulation et rédigé le manuel de l'opérateur.

iii) Atelier sur la vulgarisation des techniques de gestion des projets organisé à l'intention des organisations non-gouvernementales.

Il s'est tenu au PAID/WA, Buéa (Cameroun), du 14 au 19 février 1985, grâce à un financement de la Fondation Ford.

iv) Atelier pédagogique destiné à la préparation d'une session de formation sur les activités génératrices de revenus pour les coopératives de paysans de la Province du Sud-Cameroun.

Il a été organisé au PAID/WA au mois de mars 1985.

IPD/AOS

Les activités de formation courte durée suivantes ont été menées par l'IPD/AOS, simultanément avec celles du cycle long de formation supérieure, sur des thèmes généraux définis à la carte et en fonction des expertises de l'Institut.

i) *Séminaire du Projet Productivité Niamey (PPN)*

Il s'est déroulé en deux étapes :

- La première étape «Etude de besoins – Identification des termes de référence» a eu lieu à Niamey, du 26 au 31 décembre 1984.
- La seconde étape est la réalisation du séminaire à Tapoa (Niger) du 29 janvier au 3 février 1985. Les thèmes étaient axés sur les aspects de gestion des projets de développement rural.

L'objectif du séminaire était de renforcer le niveau d'efficacité des agents de développement servant dans les projets intitiés dans le département de Niamey.

35 personnes (chefs des services techniques départementaux, chefs des services techniques du PPN, coordinateurs du PPN au niveau des arrondissements) ont participé à ce séminaire.

ii) *Atelier national sur l'Aménagement du Territoire : Madaoua (Niger)*

Une mission de préparation de l'atelier s'est rendue à Niamey du 4 au 8 mars 1985 pour arrêter le programme final et les modalités pratiques du séminaire destiné aux agents des services nationaux et régionaux de la planification.

La phase d'exécution a eu lieu du 8 au 19 juillet 1985.

iii) *Séminaire IPD/Direction de la Formation et de l'Organisation du Monde Rural (DFOMR)*

La phase préparatoire de ce séminaire a eu lieu à l'IPD, du 22 au 24 avril 1985. Elle a regroupé

sept cadres de la DFOMR et trois de l'IPD/AOS, pour la précision des besoins en formation du groupe-cible visé par cette intervention.

L'exécution s'est faite du 27 mai au 14 juin 1985 au CESAO et à l'ORD des Hauts Bassins à Bobo Dioulasso (Burkina)

L'objectif était de permettre aux cadres de la DFOMR de se perfectionner, tant sur le plan de la prise de décision que sur ceux de la conception, de l'élaboration et de la gestion des projets d'une part, de l'organisation et de la gestion des structures de développement rural d'autre part.

Une vingtaine de cadres du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage ainsi que de la Direction de la DFOMR ont participé à ce séminaire.

iv) Séminaire sur la Gestion des ONG organisé par le CIAV.

La première phase s'est tenue au Canada en novembre 1984 et a regroupé 20 participants (10 Africains et 10 Canadiens). Les partenaires associés à l'organisation étaient – MANITOBA INTITUTE et le groupe Nord-Sud.

L'objectif était de :

- présenter du matériel pédagogique à un groupe de dirigeants (Directeurs généraux, cadres intermédiaires assurant des responsabilités dans la gestion des organisations à but non lucratif) ;
- recueillir leurs commentaires sur le module en vue de son adaptation aux réalités africaines ;
- dégager des perspectives et les voies d'un transfert et de la vulgarisation du modèle à partir d'un atelier de recherche, pour une meilleure intégration de variables «caractéristiques de la société africaine».

Le second séminaire (deuxième phase) tenu à Dakar du 12 au 17 mai 1985, se situe dans le prolongement du même projet.

La participation à ce second séminaire a été élargie à d'autres ONG en Afrique.

v) Séminaire des 3 ORD de l'Ouest Burkina-Faso

Le séminaire des 3 ORD de l'Ouest Burkina-Faso sur «la Pédagogie de l'action» destiné aux chefs de secteur des ORD des Hauts-Bassins, de la Bougouriba et de la Volta Noire, s'est déroulé du 20 septembre au 5 octobre 1985 à Bobo-Dioulasso. Il s'agissait de sensibiliser les 17 participants sur les problèmes de communication.

PAID/ESA

Les activités de formation courte durée réalisées par le PAID/ESA en 1984/85 se présentent comme suit :

i) Cours de huit semaines à l'intention de femmes vulgarisatrices

Organisé pour la troisième fois à Kabwé (Zambie) du 27 août au 19 octobre 1984, ce programme financé par la CEE regroupait vingt-neuf participantes provenant de 14 pays de la sous-région. Il a porté sur les thèmes suivants : communication effective, gestion des projets, méthodes de formation et d'acquisition de capacités techniques diverses en vue de la promotion de petites entreprises de transformation et de fabrication.

En raison de l'intérêt suscité par ce programme, il a été décidé de l'organiser tous les ans.

ii) Programme de formation en gestion à l'intention des administrateurs et gestionnaires d'organisations non-gouvernementales

Il s'agit d'un programme de formation conjoint PAID/ESA/IREO résultant de l'atelier des ONG organisé à Harare (Zambie) en avril 1983. L'objectif de la formation était d'améliorer les capacités techniques des participants en matière d'administration et de gestion. 19 personnalités occupant de hauts postes de responsabilités au sein d'ONG et provenant du Botswana, du Kenya, du Lesotho, de la Tanzanie, de la Zambie et du Zimbabwé, ont pris part à ce programme.

iii) Programme de formation en gestion à l'intention de gestionnaires et de Chefs de petites entreprises.

Organisé à Kabwé (Zambie) du 9 avril au 29 mai 1985, ce programme également financé par la CEE, regroupait vingt-et-un participants en provenance des dix pays suivants : Botswana, Ethiopie, Lesotho, Malawi, Seychelles, Somalie, Swaziland, Tanzanie, Zambie et Zimbabwé.

L'objectif principal de ce programme que le PAID/ESA envisage d'organiser tous les ans, était d'améliorer les capacités des participants en matière de gestion du personnel, de la production, de l'équipement, des finances et de la commercialisation.

III – RECHERCHE

En dépit des efforts de réflexion déployés ces dernières années autour de cette activité, très peu de programmes de recherche ont été réalisés en 1984/1985 à l'IPD dans son ensemble. Cette faiblesse relative de la dimension recherche est due entre autres à l'engagement intensif des cadres dans les autres activités de formation longue durée et courte durée et d'appui-consultation, à l'insuffisance des ressources disponibles pour les activités de recherche, au déséquilibre entre les ressources humaines et le nombre sans cesse croissant des activités, etc. . .

La recherche a besoin d'un souffle nouveau pour lui permettre de jouer pleinement le rôle qui est le sien dans l'approche intégratrice et tridimensionnelle du développement qui est celle de l'IPD, à savoir Formation-Recherche-Appui/consultation.

IPD/AC

La recherche théorique est pour plusieurs raisons absente à l'IPD/AC. Par contre, une certaine recherche appliquée y est effectuée, en rapport étroit avec des projets opérationnels précis. Elle consiste généralement en des études documentaires et en la mise au point de méthodes d'enquêtes. Ces activités sont courantes ; elles sont rendues nécessaires par les études de terrain.

La recherche a également été menée cette année 1984/1985 sous la forme de capitalisation de certaines expériences pédagogiques et d'un séminaire. Il s'agit d,':

- un Guide pédagogique de Nutrition (titre provisoire) : le manuscrit de ce manuel vient d'être déposé chez l'éditeur (Karthala) ;
- un Guide pratique de Gestion d'une petite Entreprise en Afrique : en préparation ;
- un manuel d'initiation aux Techniques de Planification : également en préparation ;
- un manuel sur les difficultés et méthodes de Gestion des Entreprises publiques en Afrique : presque achevé ; il s'agit de la capitalisation d'un séminaire organisé par l'IPD/AC en 1984 à Douala.

PAID/WA

Plusieurs projets de recherche spécifiques soumis aux donateurs n'ont pu être réalisés, faute de financement.

Les activités traditionnelles de recherche en développement rural intégré se poursuivent dans le ZOGID, comme par le passé.

IPD/AOS

Dans le cadre du programme de Recherche/Développement du Yatenga, la cellule Recherche a eu à exécuter trois séries de tâches.

i) Exploitation des résultats de la campagne 1984

Cette activité a nécessité le suivi des opérations de récolte et le dépouillement de leurs résultats. L'ensemble des données obtenues a permis de caractériser et d'expliquer le niveau des rendements et de restituer les réussites et les échecs constatés aux paysans.

ii) Evaluation du programme de recherche par les Pays-Bas

Après le dépôt des conclusions de l'équipe d'évaluation et le passage du chef du bureau néerlandais de la Recherche sur les Technologies Appropriées, la cellule a formulé des propositions détaillées portant sur :

- l'introduction de variétés hâtives de Sorgho(204 et 202) et de niébé. Ces variétés ont déjà été testées en milieu contrôlé par l'IRAT dans le terroir du village et ont donné des rendements satisfaisants ;
- la recherche soulève cependant un ensemble de problèmes dont :
  - l'option globale à prendre grâce à une simplification de ses objectifs : la recherche IPD doit intervenir principalement dans les phases d'élaboration, de suivi et d'évaluation des actions de recherche et laisser aux autres partenaires le soin de réaliser les phases d'exécution des programmes ;
  - le rôle des cadres affectés à la formation par rapport aux activités de recherche, aspect lié à la capacité d'accueil des terrains et des itinéraires de recherche ;
  - l'intégration des acquis de la recherche dans la formation en vue de l'élaboration d'outils pédagogiques ;
  - la nécessité de s'associer à des programmes de recherche dans les pays autres que le pays hôte, pour mieux s'informer.

L'IPD/AOS, en matière de recherche, se préoccupe de développer une stratégie axée sur les points suivants :

- sortir des deux zones pour couvrir les cinq qui constituent le Yatenga ;
- rédiger et publier une synthèse générale des résultats du programme de recherche ;
- faire des études complémentaires à exécuter avant fin 1985.

iii) Activités de la campagne 1985

Elles ont été marquées par :

- une enquête sur les méthodes d'approche des différents projets réalisés au Yatenga ;
- une enquête sur les temps de travaux de confection des diguettes anti-érosives ;
- des tests d'amélioration foncière.

PAID/ESA

Suite à l'atelier organisé en août 1984 sur la recherche, le PAID/ESA a élaboré un programme provisoire de recherche sur l'incidence des contraintes socio-culturelles sur la diffusion des innovations agricoles auprès des petits paysans de la Province centrale de la Zambie. L'étude qui abordera également les aspects culturels influant sur la réalisation des activités de développement, se fera à partir des données rassemblées par les étudiants au cours des stages-terrain de la formation longue durée.

IV – APPUI / CONSULTATION

Les activités d'appui/consultation, plus que celles de recherche proprement dites, ont mobilisé le plus de ressources et d'efforts au cours de l'année académique 1984/1985.

IPD/AC

i) Ministère de l'Agriculture du Cameroun (MINAGRI)

Le Ministère de l'Agriculture du Cameroun a signé avec l'IPD/AC en mars 1985, un accord complémentaire au programme de formation MINAGRI II.. Dans ce cadre, un chercheur de l'IPD/AC et un consultant externe ont dépouillé pendant six semaines une enquête sur les besoins de formation dans quelques entreprises sous la tutelle du MINAGRI ; le MINAGRI vient d'exprimer le désir de voir élargir cette enquête à d'autres entreprises.

En outre, du 3 au 15 juin 1985, une étude des besoins de formation a été menée à Yaoundé, à la Direction des Etudes et Projets (DEP) du MINAGRI, pour préparer, dans le cadre d'un troisième accord entre l'IPD/AC et le Ministère (MINAGRI III), une session de formation en quatre phases destinée à une trentaine de cadres de conception et de contrôle de projets agricoles.

ii) Projet CEDAC

L'IPD/AC a réalisé pour le Centre de Développement Auto-Centré de Sangmélima (Province du Sud-Cameroun) (CEDAC), une étude socio-économique du Développement du Dja et Lobo. Une nouvelle étude portant sur les possibilités de commercialisation des produits vivriers du Dja et Lobo, a été menée aux mois d'avril et de mai 1985.

iii) Projet de Développement Communautaire – PNUD – Bangui

Une étude de trois semaines a été effectuée en novembre-décembre 1984 par l'IPD/AC à Bangui. Elle a porté sur l'identification des besoins de formation des animateurs du développement communautaire en République Centrafricaine.

iv) Projet URBA – PLAN

URBA – PLAN est une société suisse. Elle a signé un contrat avec le Gouvernement camerounais (par l'intermédiaire de la Mission d'Etude de l'Aménagement du Littoral – MEAL) pour l'étude de l'aménagement de la Province du Littoral. La partie économique de ce programme a été confiée à l'IPD/AC. En mars 1985, l'IPD/AC a participé aux travaux préparatoires de cette étude.

v) Projet FAO–Rome

La FAO a conclu un accord avec l'IPD/AC pour une étude de l'efficacité des services techniques destinés aux petits exploitants du monde rural dans les pays francophones d'Afrique. D'autres organismes africains de recherche participent à cette étude. Dans ce cadre, une enquête de trois mois a été faite au Niger, au Congo et au Rwanda sur l'évaluation des services techniques, d'approvisionnement et d'eppui par les petits exploitants ruraux, les institutions et organismes d'encadrement, les agents techniques, l'administration publique et les groupements d'exploi - tants.

vi) Mission auprès du BDPA–MONO (République Populaire du Bénin)

Le Bureau de Développement de la Production agricole (BDPA) a bénéficié des services d'un cadre de l'IPD/AC, du 8 au 23 novembre 1984, pour un diagnostic socio-économique dans la Province du Mono.

vii) Appui aux structures

L'IPD est membre des Consails d'Administration du CeDAC et de la MIDO (Mission de Développement d'Ombessa, Cameroun) et du Conseil Economique et Social de l'Arrondissement de Oouala III. Il a participé activement aux sessions de ces Conseils tenues respectivement en janvier, mars et mai 1985.

PAID/WA

Une seule activité d'appui/consultation a été réalisée en 1984/85 : il s'agit de l'évaluation du projet de développement du bétail et de la volaille par les petits paysans au Cameroun. Le PAID/WA a dirigé techniquement cette évaluation entreprise conjointement avec le Heifer Project International (H.P.I.).

Le PAID/WA envisage d'apporter à l'avenir, un appui plus intensif aux populations à la base et aux petites et moyennes entreprises, notamment à travers les stages-terrain de la formation longue durée.

IPO/AOS

Les activités suivantes ont été réalisées par l'IPD/AOS en 1984/1985, en matière d'appui/consultation :

i) Evaluation des séminaires de formation des 3 ORD (Bougouriba, Hauts-Bassins, Volta Noire)

Elle a été réalisée à Bobo-Dioulasso du 20 juillet au 3 août 1985.

Les objectifs étaient les suivants :

- mesurer l'efficacité de la formation reçue,
- apprécier les difficultés d'application,
- estimer les nouveaux besoins
- apprécier les propositions pour les satisfaire.

L'évaluation a touché dans les ORD intéressés, plus de 50 % des chefs de secteurs qui ont suivi au moins deux des trois séminaires.

Ii) Programme d'adaptation au Burkina du guide : gestion appropriée des coopératives de petits exploitants agricoles (GACOPEA)

Le concours de l'Institut a été sollicité par la FAO pour appuyer les cadres de l'Etat burkinabè chargés de l'exécution du programme GACOPEA qui visait deux objectifs principaux :

- adapter au Burkina-Faso un guide conçu au niveau africain sur la gestion des coopératives de petits exploitants agricoles, GACOPEA ;
- former des responsables de coopératives sur les techniques contenues dans le guide élaboré.

iii) Séminaire sur l'Entreprise d'économie sociale et la création d'emplois

Deux cadres de l'Institut ont été invités à participer à l'exécution de deux sémineires tenus successivement à Lomé (Togo) du 14 au 23 janvier 1985 et à Cotonou (Bénin) du 24 au 28 janvier 1985.

Les deux séminaires ont porté sur le même thème, à savoir : «Entreprise d'économie sociale et la création d'emplois».

La participation de l'Institut s'est faite sous forme d'apports théoriques et d'animation au niveau des travaux de groupes et des sessions plénières.

L'objectif de ces séminaires était d'analyser les situations porteuses d'emplois, à partir desquelles on pourrait aboutir à la création d'entreprises (essentiellement dans le secteur privé).

iv) Evaluation du Projet forestier de Sikasso

La DDA suisse établie à Bamako (Mali) a associé l'Institut à l'évaluation du Projet forestier de Sikasso (au Mali) qui a eu lieu :

- du 7 au 16 février 1985,
- du 9 mars au 4 avril 1985 et
- du 11 au 21 mai 1985.

Cette évaluation avait pour objectif de mesurer l'impact sociologique du Projet après 5 ans de fonctionnement.

v) Atelier de réflexion sur le bilan des Etudes et recherches forestières au Sahel

La participation de l'Institut à cet atelier organisé à Bamako (Mali) du 1 au 5 février 1985, a consisté en un appui sur le plan de la réflexion.

Vingt et une personnes venant des Etats membres du CILSS, d'Institutions régionales et internationales, ont pris part à cet atelier.

vi) Séminaires sur le management de projets de recherche agricole

L'IPD/AOS a saisi l'occasion de ce séminaire organisé à Bamako (Mali) du 4 au 15 mars 1985, pour exposer la démarche qu'il suit en matiere de Recherche–Développement–Formation.

Une trentaine de personnes venues du Burkina, du Cap-Vert, de la Gambie, de la Mauritanie, du Mali, du Niger, du Sénégal et du Tchad, ont participé à ce séminaire.

vii) Séminaire organisé par la Direction nationale des Eaux et Forêts Bamako (Mali) : du 20 au 27 avril 1985

La participation de l'Institut a consisté en des apports théoriques et concrets en matière de définition d'approches de sensibilisation, d'animation et de vulgarisation forestière.

70 cadres forestiers maliens, responsables aux niveaux centralet régional, ont également participé à ce séminaire.

viii) *Séminaire de formation en documentation agricole*

A la demande de la FAO (Division générale de l'Information et des Systèmes), un cadre de l'Institut a animé un séminaire dont le thème portait sur la Documentation agricole.

Ont participé à ce séminaire qui s'est tenu à Bangui (RCA), du 1er au 25 avril 1985, une vingtaine de gestionnaires de services de documentation ou de services agricoles de l'administration publique et d'institutions para-étatiques de la République Centrafricaine (RCA).

ix) *Atelier d'élaboration d'outils pédagogiques : Projet PROFOSA (FAO)*

(Projet de Formation au Sahel)

L'IPD/AOS a participé, avec une équipe de cinq experts recrutés par la FAO, à cet atelier organisé à Montpellier (France) du 24 avril au 15 juin 1985.

L'objectif était de travailler à l'élaboration de matériaux pédagogiques en matière de planification et de gestion de projets agricoles et ruraux au Sahel.

x) *Séminaire national sur les Unités de suivi et d'évaluation des projets au Bénin du 13 au 17 mai 1985*

La contribution de l'Institut demandée par l'IDE/BIRD s'est limitée à un apport méthodologique et d'expériences de tentatives de solution aux problèmes traités.

Le séminaire a regroupé les différents responsables du Ministère du Développement rural et de l'Action coopérative, les Directeurs généraux, les cadres, les responsables nationaux des Unités provinciales de S.E., les responsables des DRAPES, DEP et les fonctionnaires et consultants du FIDA et de la BIRD.

xi) *Séminaire sur la Désertification en République Populaire du Bénin du 2 au 9 avril 1985*

La participation de l'Institut à ce 2e séminaire sur la Désertification qui s'est tenu à Parakou (RPB) constitue un appui au Bénin.

Plus de soixante cadres nationaux et responsables de départements ministériels du développement, de la recherche et de la formation ainsi que des organisations internationales : FAO, PNUD, UNSO, etc. . ., ont participé à ce séminaire.

xii) *Séminaire IRED, du 13 au 24 mai 1985 à l'IPD/AOS* (Burkina)

La contribution de l'Institut à ce séminaire s'est limitée à des communications et animations diverses.

L'objectif était de former les gestionnaires des ONG de l'Afrique de l'Ouest aux méthodes rationnelles de gestion.

On pouvait compter à ce séminaire une trentaine de participants venus du Mali, du Niger, du Tchad, du Togo, du Bénin, et du Burkina.

xiii) *Séminaire ADRAO à Bamako (Mali) du 21 au 22 mai 1985*

Un séminaire portant sur le thème «Mécanisation de la riziculture en Afrique» a été organisé

au Mali. L'IPD/AOS a pris part à l'exécutionde ce séminaire à travers des interventions sur les deux thèmes suivants :

- l'économie de la mécanisation et les conditions physiques, économiques, et sociales de l'introduction de la mécanisation dans les projets de développement rural (cas de la culture attelée)
- l'organisation du travail en agriculture : gestion des temps des travaux.

xiv) Consultation effectuée auprès de la Direction des Affaires Sociales du Togo

L'IPD/AOS a apporté un appui à la Direction Générale des Affaires Sociales du Togo au niveau de la Division et de la Formation des Etudes et de la Coordination en vue de la réalisation d'une analyse-diagnostic de l'état actuel des structures et des interventions de cette division. La mission qui a séjourné au Togo du 5 au 20 juin 1985 a effectué une étude systématique portant sur la structure, son organisation, son fonctionnement et ses interventions.
Il a découlé de cette analyse, des besoins entre autres, de formation concernant des agents et des groupements ruraux placés sous la tutelle de cette division aussi bien aux niveaux central que régional.

xv) Programme AMTA (Agricultural Management Training in Africa : Formation en gestion des projets agricoles en Afrique)

L'IPD/AOS a particpé comme les autres instituts de l'IPD à l'exécution du programme AMTA en Afrique de l'Ouest.

xvi) Le reseau inter - institutionnel

Les activités du Réseau inter institutionnel comprennent l'organisation annuelle d'un séminaire qui a réuni les représentants des institutions membres autour des thèmes de réflexion généralement liés à des problèmes de dévoppement, économique et social dans les pays de la sous-région. Du 3 au 16 septembre 1984 s'est tenu a Bobo Dioulasso, le 6e séminaire dans les locaux du CESAO.

Le thème traité portait sur «Rôle conjoint de la Recherche/Développement et des Institutions de Formation dans la définition et la mise en œuvre d'un système de formation paysan pour un développement à la base»

Quarante participants représentant 8 pays ont assisté à ce 6e séminaire (Burkina-Faso, Bénin, Mali, Niger, Sénégal, Côte-d'Ivoire, Togo, France) .

L'Institut qui est le rapporteur et l'animateur du Réseau à élaboré au cours de cette année le rapport faisant la synthèse des travaux du séminaire. Il a ensuite procédé à la diffusion des documents établis à cet effet.

A compter de mars 1985, l'Institut a entrepris également des démarches en vue de la tenue du 7e séminaire dont l'atelier pédagogique s'est tenu à Lomé du 3 au 8 juin 1985.

Le 7e séminaire du Réseau a effectivement eu lieu à Lomé (Togo) du 22 juillet au 1er août 1985, avec 36 participants venus de 28 institutions nationales de formation, de recherche et de développement.

PAID/ESA

Les activités d'appui/consultation menées par le PAID/ESA en 1984/1985 sont les suivantes :

i) Programme AMTA

Comme les autres instituts régionaux de l'IPD, le PAID/ESA a participé à l'exécution du Programme AMTA (de formation en gestion des projets agricoles en Afrique) initié par la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement, l'OUA et d'autres institutions. Les pays couverts par l'Institut dans le cadre de ce programme sont le Botswana, le Lesotho, le Malawi, le Swaziland, la Zambie et le Zimbabwé.

ii) Le Conseil zambien pour le Développement social

Du 4 au 8 mars 1985, le PAID/ESA a participé à un atelier pédagogique organisé à l'intention des 20 cadres moyens gestionnaires du Conseil zambien pour le Développement social, à la Fondation œcumenique de Mindolo. L'intervention de l'Institut a porté sur le thème «L'Evaluation, instrument de gestion»

iii) Atelier sur la Communication

Le PAID/ESA a également contribué sur les plans logistique et pédegogique à l'organisation dans ses locaux, du 27 au 29 août 1985, d'un atelier sur la Communication à l'intention des vulgarisateurs de la Province centrale de la Zambie.

SERVICES TECHNIQUES CENTRAUX DU SECRETARIAT GÉNÉRAL (STC)

i) Mission de consultation auprès de l'UNICEF/ESARO (Section francophone)

Du 21 août au 3 octobre 1984, un cadre des STC/SG de l'IPD a effectué au Burundi et au Rwanda, une étude sur les relations entre les besoins des paysans et les programmes de technologie appropriée en cours financés en partie par l'UNICEF.

ii) Dossier ONG

Au cours de la rencontre des ONG du Sud (Afrique–Asie–Amérique Latine) qui a lieu à l'IPD/Buéa en mars 1984, un Réseau pour le Développement et la Coordination des ONG du Sud (REDES) avait été constitué et l'IPD choisi pour animer le bureau régional–Afrique.

Dans ce cadre, un avant-projet de recherche a été élaboré par le cadre chargé du dossier ONG au niveau du Secrétariat Général

Ce projet qui vise une meilleure connaissance de la situation des ONG dans le contexte africain d'aujourd'hui : base juridique, ONG face à l'attitude formelle des Gouvernements, structuration, etc. . . devra conduire l'IPD à l'établissement d'une typologie des ONG africaines et à l'élaboration d'un programme d'action et de concertation pour la région – Afrique et au sein du Comité international.

Appui aux ONG italiennes

La coopération commencée en 1984 avec les ONG italiennes notamment A.C.R.A. (Association de Coopération rurale en Afrique) – Milan, s'est poursuivie cette année avec le Centre de Volontaires de Gênes (CE.VO.GE) qui a sollicité le concours de l'IPD pour organiser en janvier - février 1985, son séminaire-exposition à l'Université de Gênes sur le thème : «Réalités africaines d'aujourd'hui».

L'objectif du séminaire était de sensibiliser la jeunesse et le milieu universitaire et d'affaires aux problèmes du Tiers-Monde et au rôle que peuvent jouer les ONG dans la promotion de la

coopération internationale pour le développement.

iii) Appui au Centre Culturel Français (CCF) de Buéa (Cameroun)

En février 1985, le CCF de Buéa a bénéficié de l'appui d'un cadre des STC/SG de l'IPD pour la mise au point d'une exposition sur le thème «L'Ecologie en action» à l'intention des élèves des cours primaires.

iv) Appui à l'UNICEF–Burundi/Rwanda

Du 8 février au 28 mai 1985, l'IPD a porté son appui au CORDES au Burundi, à un groupe de travail gouvernemental du Rwanda et aux représentations nationales UNICEF de ces pays, dans le cadre de l'évaluation des programmes financés par l'UNICEF et l'élaboration d'un projet préliminaire sur «l'Analyse de la Situation des enfants» dans chacun de ces pays.

v) Appui au BEAU-Zaïre

Du 16 au 24 juillet 1985, l'IPD, à la demande de l'ACCT, a prêté appui au BEAU (Bureau d'Etudes d'Aménagement et de l'Urbanisme) pour préparer un document capitalisant son expérience dans deux projets de développement rural intégré et participatif.

vii) Appui au COOEBAS (Cameroun)

Le Comité de Développement de la Basse-Sanaga (CODEBAS) continue aussi à bénéficier de l'appui de l'IPD pour son projet «pêche artisanale».

Pour mieux déterminer ses orientations, ce projet nécessite une évaluation qui sera incluse dans un projet de recherche pour lequel l'ISI a marqué son intérêt.

V. – PUBLICATIONS, AUDIO–VISUEL, DOCUMENTATION ET CHANGEMENTS A L'IPD

Cette trilogie publication, audio-visuel et documentation, doit constituer des outils permanents de communication dans le cadre d'une vraie pédagogie active à l'IPD. C'est pourquoi, il faut autant que possible les percevoir dans une approche intégrée, l'objectif étant de sortir des instruments cohérents fabriqués à partir de ces trois éléments.

1. PUBLICATIONS

L'IPD reconnaît de l'intérieur les difficultés qu'il a eues à publier les résultats de ces différents travaux. C'est pourquoi, plus que jamais, des efforts et un investissement importants ont été consentis dans ce secteur.

Les trois Cahiers annoncés dans le rapport 1983/1984 ont pu paraître.

«Third World Women and Rural Development : a select annotated bibliography» («Les femmes du Tiers-Monde et le Développement rural : une bibliographie sélective et annotée»)est une compilation de résumés de rapports de séminaires, de livres, d'articles de journaux et revues, portant sur les femmes du Tiers-Monde en particulier.

«Docteur MAIMOUNA parle aux Villageois» est un guide de la santé au village réalisé par le Docteur Frank Sillonville. L'IPD a accepté d'éditer ce guide en collaboration avec Karthala parce qu'il rentre parfaitement dans ses préoccupations : améliorer les conditions de vie des populations à la base en partant de leur vécu quotidien.

L'ouvrage «Le Système de production vivrière dans la zone d'Edéa» a été réalisé à partir d'enquêtes sur le terrain faites par les étudiants (14e promotion de l'Unité de Formation–Etude du Milieu).

L'IPD/INFO a pu paraître deux fois en 1984/1985.

Enfin, le service de publication de l'IPD continue à collaborer avec l'IFORD (Institut de Formation et de Recherche démographique) de Yaoundé.

2 – AUDIO–VISUEL

Après les efforts déployés les années passées dans les IPD/R pour introduire les moyens audio-visuels dans l'enseignement, le Secrétaire Général de l'IPD a pris l'initiative de donner un nouvel élan à l'audio-visuel, en tant qu'outil de communication dont nul n'ignore l'importance dans la pédagogie active.

C'est ainsi que la Coopération Suisse a mis à la disposition du Secrétariat général et des 4 Instituts régionaux, un conseiller pédagogique, spécialiste des moyens audio-visuels, en la personne de M. Ulrich SCHWEIZER qui, après une mission exploratoire d'avril à juin 1985 à Douala, Buéa et Ouagadougou, a rejoint définitivement son poste en septembre 1985.

Ce n'est donc pas aujourd'hui seulement que l'image, à côté du discours va entrer dans l'enseignement à l'IPD. Néanmoins, il faut bien avouer que les moyens audio-visuels sont le plus souvent restés un simple «additif», dans la mesure où une intégration réelle dans les programmes et cours ne s'est jamais faite. Si avec les stages-terrain, on a introduit «le monde réel» dans l'enseignement à l'IPD, on n'a peut-être pas toujours compris qu'on pouvait également l'introduire avec les moyens de l'audio-visuel qui, en plus, sont excellents pour motiver, informer, former et ouvrir l'esprit des étudiants aux réalités du terrain. L'emploi judicieux de ces moyens exige qu'ils puissent être facilement repérés, obtenus et manipulés. Il y a donc d'abord un effort à faire sur le plan de l'information et de la formation. S'il est vrai que «la peur des boutons» existe chez l'enseignant, il y a également d'autres blocages : manque de personnel compétent, de locaux adéquats, d'une administration efficace et d'un matériel performant et bien entretenu. Il faut également que les cadres soient disponibles pour étudier l'intégration de ces moyens audio-visuels dans leurs enseignements, et pour créer les documents et outils nécessaires, ce qui revient à dire qu'il faut réduire les cours magistraux et être autant que possible moins livresques.

Les moyens modernes d'information en Afrique se multiplient et aucun Institut de formation dans la région, ne peut les ignorer sans être dépassé par les événements. Il s'agit d'une part, d'utiliser des sources que sont Journaux, Radio, Télévision, Film-Vidéo dans la formation, d'autre part, de développer en même temps le sens critique de chacun à l'égard de ces mass-média. L'image dans les médias est un monde riche à exploiter, mais souvent aussi un monde complexe qui mérite une analyse lucide. L'Institut et le cadre enseignant ont ici un rôle important à jouer même si avec le renforcement des moyens audio-visuels, le professeur perd une part de son «pouvoir magistral» au profit d'une pédagogie réellement participative.

IPD/AC

Cette année, la cellule audio-visuelle a été impliquée de façon intensive dans les différentes activités de l'IPD/AC.

Des planches photographiques en couleur et en noir et blanc ont été réalisées pour illustrer le Guide de Nutrition en préparation et les Cahiers de l'IPD. Un film vidéo de 30 mn a également été réalisé sur les activités du «Home-atelier» de Douala (Ministère des Affaires Sociales). En décembre 1984 des prises de vue vidéo ont été effectuées au cours du Comice agro-pastoral de Bamenda (Cameroun) sur le monde paysan. Du 12 au 13 avril 1985 enfin, un séminaire a été organisé à Buéa, conjointement avec le PAID/WA, sur le thème «la Communication et l'Audio-visuel».

Malgré cette intense activité, la cellule audio-visuelle aura besoin, pour être plus opérationnelle dans un proche

avenir, d'un matériel plus moderne que celui dont il dispose actuellement.

PAID/WA

En décembre 1984, la Cellule Audio-visuelle a représenté l'IPD au Comice agro-pastoral de Bamenda (Cameroun) où le stand qu'elle a installé lui a valu un diplôme d'honneur délivré par le Minstère camerounais de l'Agriculture.

Du 12 au 13 avril 1985, un séminaire a été organisé au PAID/WA sur le thème «La Communication et l'Audio-visuel».

Du 3 au 10 juin 1985, le Conseiller pédagogique suisse mis à la disposition de l'IPD par la DDA, a eu à travailler avec le cadre responsable de la Cellule audio-visuelle. Après un inventaire de l'équipement existant dont une partie doit être renouvelée, ces deux experts en audio-visuel ont sensibilisé les cadres et les étudiants sur la nécessité d'intégrer cette activité dans leurs enseignements et séminaires.

IPD/AOS

Au cours de l'année académique 1984-1095, la cellule audio-visuelle a eu à prêter assistance aux diverses activités de l'institution : réalisation d'outils et de supports didactiques, projection de films et de diapositives couleurs, montage d'un film documentaire réalisé dans la zone de recherche de l'Institut pendant la campagne agricole ; tournage d'un documentaire-vidéo couleur sur l'IPD/AOS et réalisation de sessions culturelles et distractives pour les habitants des quartiers périphériques du campus.

La cellule audio-visuelle a également été renforcée cette année par la mise en fonction d'un matériel ultra-moderne, don de l'UNICEF.

Dans le cadre d'une valorisation plus grande de ce matériel, l'IPD/AOS est en train d'élaborer un programme d'activités comprenant entre autres l'initiation des cadres en audio-visuel, la conception des outils et la réalisation de leur intégration dans les enseignements et la recherche, l'appui de la ressource humaine détachée par la DDA auprès de l'IPD, etc. . .

PAID/ESA

Les activités du PAID/ESA en matière d'audio-visuel se sont nettement améliorées au cours de l'année 1984/85 : des diapositives, photographies, cartes, etc. . . ont été produites par le responsable de la cellule audio-visuelle en rapport avec le programme de formation longue durée en planification, gestion et évaluation de projets de développement rural. La réalisation d'un film vidéo et d'ouvrages didactiques sur la formation longue durée est également envisagée pour un proche avenir.

3 – DOCUMENTATION

IPD/AC

En 1984/1985, le Centre de Documentation a vu s'intensifier son rôle de diffusion d'informations et de documents sur les problèmes de développement rural. Pour cette raison, il est de plus en plus fréquenté par les usagers externes.
428 nouveaux ouvrages, 301 brochures et 110 périodiques ont été enregistrés cette année, ce qui constitue une acquisition modeste compte tenu de l'insuffisance du budget alloué pour l'achat des documents, et dans la mesure où un bon nombre de ces ouvrages, brochures et périodiques proviennent de dons et d'échanges avec d'autres institutions de formation et de recherche.

Le Centre de Documentation continue à publier régulièrement des bulletins analytiques et bibliographiques, et IPD/AC–Informations, le bulletin de liaison des anciens étudiants de l'IPD. Enfin, il a accueilli du 26 fé-

vrier au 30 mars 1985, un agent de la SODECOTON (Société de Développement du Coton au Cameroun) pour un stage en documentation, et a procédé à l'évaluation du Centre de Documentation de l'APICA (Association pour la Promotion des Initiatives communautaires africaines) du 13 au 15 mai 1985.

PAID/WA

Le responsable du Centre de documentation a pu se rendre cette année aux Etats-Unis pour un recyclage et une formation supérieure qui devront lui permettre à son retour de redynamiser cette cellule dans le cadre des activités du PAID/WA.

Le fonds documentaire a augmenté au cours de l'année grâce à un don de l'ISI.

Le problème de l'exiguité de la bibliothèque n'est toujours pas résolu, faute de financement.

IPD/AOS

La bibliothèque a enregistré 318 monographies qui ont été traitées. Les nouvelles acquisitions portent le nombre total du fonds de monographies à 3.780 au 15 septembre 1985, et celui des abonnements aux périodiques à 67.

Au niveau des prêts et de la lecture sur place, 1.114 prêts de périodiques, 736 prêts de monographies et 150 demandes de lecture sur place ont été enregistrés.

Le centre de documentation a participé à l'organisation et au fonctionnement du réseau burkinabé de documentation. A ce sujet, dans le cadre de l'opération sauvegarde de la littérature non-conventionnelle, l'Institut a demandé au Centre National de Documentation (CND) de procéder au microfilmage des mémoires du cycle de formation longue durée 1981/1984.

Le Centre de Documentation participe aussi actuellement au suivi de l'organisation de la documentation du Programme onchocercose de l'OMS, depuis juillet 1985.

Trois stages d'une durée totale de cinq mois chacun ont enfin été organisés par le Centre, pour le bénéfice de deux documentalistes de niveaux moyen et supérieur.

PAID/ESA

Après la formation universitaire en bibliothéconomie qu'il vient de suivre en Angleterre, on espère que le responsable du Centre de Documentation donnera un souffle et un dynamisme nouveaux à la gestion et à la performance de cette cellule vitale pour les activités de l'Institut.

L'Institut a reçu de la Fondation Konrad Adenauer des fonds pour l'achat de 100 nouveaux ouvrages.

C H A P I T R E III

RÉFLEXIONS SUR LES ACTIVITÉS : RÉUNIONS DU CONSEIL SCIENTIFIQUE ET PÉDAGOGIQUE CENTRAL ET DE SES COMITÉS RÉGIONAUX

Le Conseil est un organe qui rassemble des personnalités extérieures et les cadres des différents instituts. A ce titre, il contribue aussi au renforcement des relations extérieures de l'IPD et constitue un moyen de rester constamment informé des changements en cours dans les différentes régions.

C'est pourquoi l'Assemblée des Délégués attache une importance capitale au Conseil scientifique et pédagogique central (CSPC) et à ses Comités régionaux (cf. liste des membres à l'annexe III) qui sont des organes-conseils en matière d'orientation de la politique générale et des programmes institutionnels ou inter-institutionnels, en matière de formation, de recherche, de consultation ou d'appui technique. Dans le cadre de l'exécution de ce rôle, les CSP doivent superviser, guider et évaluer les activités scientifiques et pédagogiques des instituts régionaux, dans un esprit critique et participatif. Parallèlement, ils doivent constituer un instrument permanent et constructif d'évaluation des activités menées par les formateurs et chercheurs des Instituts régionaux.

Au cours de l'année 1984/1985, les Comités scientifiques et pédagogiques régionaux se sont réunis aux dates suivantes :

- CSPR/PAID/ESA : les 27 et 28 mars 1985
- CSPR/IPD/AOS : les 11 et 12 avril 1985
- CSPR/PAID/WA : les 6 et 7 mai 1985
- CSPR/IPD/AC : les 27 et 28 juin 1985

Des recommandations issues de ces réunions qui seront examinées par le CSPC au début de l'année académique 1985/1986, on peut retenir essentiellement :

IPD/AC

Il est absolument nécessaire de retenir un certain nombre de critères permettant d'hiérarchiser les activités, de manière à s'attaquer en priorité aux activités ayant un rapport direct ou indirect avec les structures à la base.

Compte tenu des changements intervenus sur le terrain, l'IPD doit fournir un effort constant, destiné à modeler ses activités de formation sur les besoins du terrain.

Il faudra choisir un moment propice à l'avenir, pour refaire une analyse critique des orientations, des méthodes et du contenu de la formation des Unités de Formation, à la lumière de ces changements et pour une plus grande efficacité de la formation.

Il faut augmenter l'effectif actuel du personnel en recrutant de nouveaux cadres, et mettre en place des programmes de formation interne, collective et individuelle permettant aux cadres d'améliorer leurs profils.

PAID/WA

Il faut améliorer le fonds documentaire existant à la bibliothèque, en particulier les publications sur la recherche et les méthodes d'élaboration de projets de recherche. Il faut préparer et tenir en permanence une liste des projets de recherche. Il faut préparer et tenir en permanence une liste des livres et revues nécessaires, au cas où un organisme donateur ferait une offre.

Le programme de formation longue durée doit être bien harmonisé, de manière à éviter qu'il ne soit surchargé et que les participants et les cadres ne soient également trop occupés à certaines périodes de son exécution.

Pour le rendre plus pertinent, il faut y inclure un plus grand nombre d'exercices pratiques. L'Institut doit résolument déployer des efforts pour augmenter le nombre de femmes inscrites à ses activités de formation. Il doit parallèlement essayer de renforcer le recrutement de femmes au niveau des personnels cadre et non-cadre, ainsi qu'au sein d'organes constitutionnels comme le CSPR.

La formation du personnel de l'Institut doit être envisagée d'une manière plus systématique. Une proposition a été faite d'organiser un atelier sur le thème «Projets de recherche à soumettre au financement», au titre du fonds de formation 1984/1985. Pour faciliter les échanges avec d'autres Instituts, il a été fortement recommandé de promouvoir le bilinguisme.

Compte tenu des problèmes financiers que rencontre l'Institution, il faut accorder une attention prioritaire aux aspects financiers des projets.

IPD/ADS

L'IPD doit faire preuve de plus de rigueur dans le recrutement de stagiaires qui doivent autant que possible être en situation professionnelle.

Les meilleurs mémoires doivent être publiés. Dans le cas où l'IPD ne dispose pas de ressources financières requises pour cette opération, il doit s'engager à prendre contact avec d'autres Institutions telles que l'Université.

La reconnaissance des diplômes par d'autres Institutions ne constitue pas une question fondamentale dans l'immédiat ; le problème le plus important est de s'attacher à restituer aux différents Etats, des cadres compétents, valables et efficaces, et à garantir leur valeur technique et scientifique.

Dans l'intérêt de la formation qu'il dispense, l'IPD doit consolider ses relations avec d'autres Institutions de formation et recherche.

Les cadres formateurs doivent être recrutés sur la base de leur valeur scientifique et de leur expérience.

ACTIVITES DE FORMATION LONGUE DURÉE ET COURTE DURÉE : PERSPECTIVES D'ORIENTATION

Le Conseil encourage l'appui de l'IPD/ADS aux Etats et aux structures non-gouvernmentales en matière de formation.

L'IPD doit mettre davantage l'accent sur les aspects sociaux du développement et élaborer une programmation réaliste des activités de formation qui tienne compte non seulement des besoins des Etats et des Organisations non-gouvernementales, mais aussi des ressources dont il est sûr de disposer dans le présent et dans l'avenir.

Le choix des interventions de formation courte durée doit être effectué en fonction des disponibilités d'autofinancement.

Les cadres doivent être encouragés à mettre en application le principe de l'articulation Formation/Recherche/Appui dans le cadre de leurs activités et l'Institut doit prendre les dispositions nécessaires avec les autres Institutions régionales pour qu'une capitalisation des acquis de la formation courte durée et longue durée puisse être effectuée.

RECHERCHE – DEVELOPPEMENT : BILAN ET PERSPECTIVES

Sur la base de l'exposé des activités et des résultats de la recherche, le CSP/R recommande :

. que la cellule Recherche appuie les activités de formation et

- que les cadres de la cellule Recherche prennent les dispositions nécessaires pour qu'avant la fin de l'année 1985, un nouveau programme de recherche quinquennal soit élaboré. A cet effet, les questions suivantes doivent être examinées :
  - extension éventuelle de la zone actuelle de recherche
  - recherche de nouvelles zones en collaboration avec les Institutions de recherche du Burkina-Faso.

Ce nouveau programme doit tenir compte des nouvelles orientations de la recherche-développement au Burkina-Faso

Les chercheurs doivent établir et renforcer les relations avec ceux du Burkina-Faso et d'autres pays de la sous-région et l'IPD doit collaborer avec les structures nationales de recherche des pays de la sous-région. L'IPD n'étant pas un Institut de recherche, il doit seulement, dans le cadre de cette collaboration, contribuer à l'élaboration, au suivi et à l'évaluation des programmes de recherche.

PERSPECTIVES D'INTRODUCTION DE L'INFORMATIQUE DANS LES ACTIVITÉS DE L'IPD/AOS

Après avoir apprécié l'importance de l'informatique dans le processus du développement, et les problèmes posés par sa mise en place, du point de vue des ressources financières et humaines, le CSPR recommande :

- que l'IPD/AOS fasse une étude approfondie de ce domaine d'activité en vue d'avoir tous les éléments d'information nécessaires, et
- qu'en particulier, il prenne contact avec le programme PADIS relevant de la CEA (Commission Economique des Nations-Unies pour l'Afrique) pour obtenir les conseils nécessaires sur l'adoption de cette science.

Par ailleurs, le CSPR note avec satisfaction que le CIADFOR (Centre Inter-Africain pour le Développement de la Formation Professionnelle) en concertation avec le Centre de TURIN, s'engage à aider l'Institut à finaliser sa requête en vue de l'introduction de l'informatique dans ses activités.

PAID/ESA

RECRUTEMENT DES ETUDIANTS POUR LA FORMATION SUPERIEURE

Certains étudiants sont titulaires de diplômes universitaires alors que d'autres ne le sont pas. Ainsi, pour réduire les différences de niveau intellectuel des participants au programme de formation supérieure, et aussi pour maintenir le statut actuel de cette formation, le PAID/ESA doit mettre en œuvre deux types de formation : une formation moyenne pour les non-titulaires de diplômes universitaires (mais justifiant d'un minimum de 2 ans d'études «post secondaires» et d'une expérience professionnelle de 5 ans), et une formation supérieure pour les titulaires de diplômes universitaires. Pour faire face à la charge de travail résultant de la mise en œuvre de ce système, les deux programmes doivent couvrir une durée de 9 mois et être exécutés en alternance. Le PAID/ESA doit étudier leurs modalités d'exécution.

METHODOLOGIE DE LA FORMATION

L'évaluation de la performance des participants doit se fonder sur leur performance individuelle dans le cadre d'un groupe, et sur leurs capacités propres.

RECHERCHE

Il faut immédiatement élaborer un plan d'action pour la recherche. Le cadre présentement chargé de la recherche doit faire une synthèse des rapports des stages-terrain I et II rédigés par les étudiants, en vue de dégager des problèmes pertinents pour les activités de recherche futures.

C H A P I T R E IV

RESSOURCES ET CHANGEMENTS EN COURS

RESSOURCES FINANCIERES

En raison de la conjoncture internationale toujours difficile, l'IPD a du mal à assurer son financement. Cependant, grâce à la bonne volonté de tous les partenaires financiers, l'Institut a pu fonctionner assez correctement. Il faut admettre que les efforts déployés pour répondre à certains souhaits des financeurs exprimés dans les différentes évaluations, ont permis de débloquer en partie la situation financière difficile.

L'Assemblée des Délégués a fortement apprécié le projet de réunion IPD/Financeurs. Il s'agit d'examiner ensemble avec les donateurs la manière dont le projet IPD en tant que tel, peut s'adapter à l'évolution de l'environnement africain. La préparation de cette réunion prévue pour le premier semestre de 1986 se fait très minutieusement au niveau de l'IPD, avec la participation active du Comité de Direction, d'un groupe de réflexion animé par certains membres de l'Assemblée des Délégués, du Conseil scientifique et pédagogique central et de ses comités régionaux.

Le budget 1984–1985, malgré les coupes inattendues effectuées par certains financeurs dans leurs subventions générales, a pu se réaliser grâce à l'apport de quelques contrats locaux.

Après avoir pris bonne note des comptes de ce budget et des observations de l'audit externe et de la Commission des Finances, l'Assemblée des Délégués a voté le nouveau budget 1985/1986 (page ci après)

Comme l'année passée, la croissance globale du budget 1985/1986 par rapport à celui de 1984/1985 reste faible (5,4 %). Elle ne correspond même pas au taux de l'inflation qui est plus élevé. Il s'agit, en plus des difficultés de financement qu'on connaît, de maintenir le budget à un plafond qu'il ne faut pas dépasser, tout en recherchant l'amélioration de la qualité non seulement des différentes activités, mais aussi de la capacité d'initiative et de créativité des ressources humaines existantes.

RESSOURCES HUMAINES

L'année 1984–85 a connu des changements significatifs aussi bien dans le renforcement de la direction que dans la situation du personnel.

La nomination du Secrétaire Général et de trois nouveaux Directeurs depuis mai 1984, est le signe de la consolidation et de la stabilisation de la direction de l'institution dans son ensemble. La nouvelle équipe de direction a été complétée de M. KOUASSI Bernard, nommé comme Coordinateur financier de l'IPD.

Une prise de conscience nette de la nécessité d'avoir des cadres de qualité s'est fait sentir au cours de l'année. C'est pourquoi au niveau du Secrétariat général, s'effectue actuellement par le responsable du personnel un travail en profondeur pour apprécier la qualité du matériel humain dont dispose l'Institut : réévaluer tous les cadres, certes en fonction de leur diplôme, de leur expérience professionnelle, mais aussi de la qualité de cette expérience professionnelle en vue de la mettre en relation avec les exigences actuelles des besoins sur le terrain africain.

Les échanges et les transferts des cadres ont démarré dans plusieurs directions. Il s'agit de pouvoir :

- mettre ensemble sur un même projet des cadres en provenance des différents instituts, aussi bien francophones qu'anglophones : c'est le cas pour les projets AMTA, MINAGRI (du Gouvernement Camerounais), le projet de soins de santé primaires exécuté en collaboration avec l'OMS.

  Ces cadres, en plus des échanges de leurs expériences propres à l'IPD, peuvent s'enrichir aussi des ex-

B U D G E T S 1985 – 1986

ANNÉES / INSTITUTS	1985 / 1986	1984 / 1985	ECARTS
IPD/AC, Douala	370 465 000	350 000 000	+ 20 465 000 = 5,51 %
PAID/WA, Buéa	257 138 000	240 000 000	+ 17 138 000 = 7,14 %
IPD/AOS, Ouagadougou	256 555 000	250 000 000	+ 6 555 000 = 2,62 %
PAID/ESA, Kabwé	230 000 000	225 000 000	+ 5 000 000 = 2,22 %
IPD/STC, Douala	148 943 000	141 000 000	+ 7 943 000 = 5,63 %
TOTAL INSTITUTS	**1 263 101 000**	**1 206 000 000**	**+ 57 101 000 = 4,73 %**
Secrétariat général et Association internationale	180 772 000	162 829 000	+ 17 943 000 = 11,01 %
TOTAL GENERAL	**1 443 873 000**	**1 368 829 000**	**+ 75 044 000 = 5,48 %**

ETAT FINANCIER 1984 / 1985

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DES UNITÉS OPERATIONNELLES

		000 CFA	%
–	IPD/AC – Douala	410.203	28 %
–	PAID/WA – Buéa	329.583	23 %
–	IPD/AOS – Ouagadougou	310.724	21 %
–	PAID/ESA – Kabwe	268.900	18 %
–	IPD/STC – Douala	136.949	10 %
	TOTAL DES DÉPENSES	**1.456.359**	**100 %**

II. RECETTES AFFECTÉES AUX UNITÉS OPERATIONNELLES

–	US–AID – Washington	US $	806.000	344.432	23,9 %
–	DDA – Berne	F.S	1 350 000	245.784	17,0 %
–	ACDI – Ottawa	Can $	400 000	145.889	10,1 %
–	CTPB – La Haye	DFL	925 000	126.660	8,8 %
–	CEE – Bruxelles	ECU	300 000	104.168	7,2 %
–	CAMEROUN			77.392	5,4 %
–	ISI – Bonn			52.291	3,6 %
–	CFTC – Londres			41.174	2,9 %
–	UNICEF – New-York			36.729	2,5 %
–	Burkina-Faso			36.375	2,5 %
–	Autres internationaux (6)			107.528	7,5 %
–	Autres africains (23)			124.295	8,6 %
	TOTAL DES DÉPENSES			**1.442.717**	**100 %**
	Excédent de dépenses des unités opérationnelles			**13.642**	

III. SECRETARIAT GÉNÉRAL

	Dépenses	**176.824**
	Recettes	
–	Participation des unités opérationnelles	131.125
–	Divers	66.724
		197.849
	Excédent de recettes du Secrétariat Général	**21.025**

IV – EXCEDENT DE RECETTES DE L'EXERCICE 7.383

périences des Instituts autres que l'IPD impliqués dans les mêmes projets ;

. provoquer des réunions entre les cadres de même spécialité en provenance de différents Instituts pour des échanges d'expériences pédagogiques et scientifiques ;

. rendre bilingues les cadres qui sont déjà à l'IPD et ne recruter désormais, autant que possible, que des bilingues ;

. transférer des cadres d'un institut à l'autre, entre instituts francophones, entre instituts anglophones, entre instituts anglophones et francophones.

Il faut bien, dans une telle démarche, faire nécessairement accepter aux cadres que les transferts ne sont pas toujours des sanctions – ils le seront d'ailleurs rarement – mais qu'ils rentrent dans le cadre de la recherche de l'amélioration du niveau général de l'Institut.

La Commission paritaire, sous la direction de son dynamique Président M. BURNLEY, a terminé son travail sur les règlements d'application du statut du personnel et les modifications possibles de ce statut. Ce document est à l'étude au Secrétariat Général qui le soumettra à la Commission des Finances qui, à partir des incidences financières, fera des recommandations à l'Assemblée des Délégués.

L'Assemblée des Délégués a fini par mettre définitivement fin aux problèmes d'indiscipline instaurée dans certains Instituts, surtout en se déchargeant des problèmes administratifs qui n'étaient pas de son ressort et par lesquels elle était souvent encombrée. Le Secrétaire Général a désormais pleins pouvoirs pour résoudre tous ces problèmes.

On ne saurait terminer sans annoncer à tous la perte cruelle que vient de subir l'IPD en la personne de Mamadou Diouma BARRY, économiste à l'IPD/Afrique Centrale, décédé à Paris le 1er octobre 1985 dans sa 47e année. Aussi toutes les réunions qui ont eu lieu au début de la nouvelle année académique ont-elles tenu à rendre hommage au regretté collègue.

CONSTRUCTIONS

La situation relative aux constructions nouvelles est restée inchangée depuis le rapport de l'année dernière, en raison notamment des difficultés financières et du fait que la politique financière de la plupart des donateurs de l'IPD ne les autorise pas à octroyer des fonds pour ce type d'activité.

IPD/AC

Les appels d'offres de la construction de la deuxième phase des bâtiments de l'IPD/AC (blocs administratif et pédagogique) ont déjà été dépouillés et l'Institut a signé un contrat avec l'entreprise retenue pour exécuter le projet. Les travaux de construction qui doivent donc démarrer incessamment, dureront environ 18 mois. Il faut rappeler qu'une partie du financement de ce projet a été octroyée par EZE - Bonn.

PAID/WA

L'Institut a pu effectuer des travaux de réfection mineurs comme la peinture, mais il lui faut encore trouver du financement pour des travaux plus importants.

IPD/AOS

Les travaux de finition du campus ont été effectués avec du financement provenant des Fonds de Renouvellement. Cependant, les nouveaux bâtiments font déjà apparaître un certain nombre de défauts de construction (étanchéité des voûtes, système de distribution d'eau défectueux).

PAID/ESA;

La DDA–Berne est toujours disposée à financer le projet, mais en association avec un autre partenaire. Entretemps, l'Institut essaie de réduire le coût initial du projet en optant pour la construction de bâtiments sans prétention et moins onéreux. Le nouveau projet sera soumis à la DDA et à la CEE.

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Le propriétaire des locaux actuellement occupés par le Secrétariat général a adressé un préavis à l'IPD pour évacuer les lieux, en raison de la réfection prochaine des bâtiments.

La solution proposée par le Secrétariat général compte tenu du loyer très élevé qu'il paie actuellement pour ces locaux, est de construire ses propres bureaux à Bassa (Douala) où l'IPD dispose encore d'une parcelle de terrain. Les études architecturales en vue de la construction d'un bâtiment simple, mais opérationnel, ne coûtant pas plus de 100 millions de francs CFA, ont déjà été effectuées et soumises à l'examen du Bureau exécutif. Le Bureau a déjà accepté le principe de la construction des bureaux du Secrétariat Général, après le complément d'information que lui a apporté à ce sujet M. Luma Martin, Président de la Commission des Finances de l'IPD.

A N N E X E S

ANNEXE 1

NOMBRE D'ÉTUDIANTS FORMÉS PAR PAYS AU COURS DES DEUX DERNIERES ANNÉES ACADÉMIQUES

IPD/AC – DOUALA

PAYS	NOMBRE D'ÉTUDIANTS	
	1983/1984	1984/1985
BENIN	2	–
BURKINA–FASO	9	11
BURUNDI	7	–
CAMEROUN	26	9
CONGO	17	6
COTE D'IVOIRE	1	–
DJIBDUTI	1	–
GABON	2	4
MADAGASCAR	–	4
MAURITANIE	–	2
NIGER	2	–
REPUBLIQUE CENTRAFRICAIN	4	3
RWANDA	5	4
SENEGAL	4	2
TCHAD	2	3
TOGO	6	–
ZAIRE	14	–
TOTAL	102	48

PAID/WA – B U E A

PAYS	NOMBRE D'ÉTUDIANTS	
	1983/1984	1984/1985
BOTSWANA	1	–
CAMEROUN	6	9
ETHIOPIE	3	4
GAMBIE	5	7
GHANA	4	7
KENYA	2	2
LESOTHO	–	1
LIBERIA	7	7
MALAWI	1	2
NIGERIA	13	13
OUGANDA	3	1
SIERA LEONE	4	1
TANZANIE	1	–
ZAMBIE	2	–
TOTAL	52	54

IPD/AOS – OUAGADOUGOU

PAYS	NOMBRE D'ÉTUDIANTS	
	1981/82 – 1983/84 *	1984/1985
BURKINA–FASO	19	3
BENIN	–	4
MALI	–	7
MAURITANIE (Mauritania)	–	1
NIGER	9	3
TOGO	5	–
TOTAL	33	18

PAID/ESA – KABWE

PAYS	NOMBRE D'ÉTUDIANTS	
	1984	1985
BOTSWANA	1	–
ETHIOPIE (Ethiopia)	3	2
KENYA	2	1
LESOTHO	1	1
MALAWI	4	4
MAURITIUS	1	1
NAMIBIE (Namibia)	6	5
SOMALIE (Somalie)	3	2
SUDAN	2	2
SWAZILAND	–	2
TANZANIA	1	2
OUGANDA (Uganda)	2	2
ZAMBIE (Zambia)	2	3
ZIMBABWE	1	2
TOTAL	29	29

* Three year course

LISTE DU PERSONNEL CADRE PERMANENT – *ANNEXE II*

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL (DOUALA – Cameroun)

Secrétaire général	Professeur Alfred MONDJANAGNI (Bénin) Géographie
Coordinateur financier et Vérificateur interne	Boukary YOUNOUSSI (Niger) Gestion
Chargé de l'Administration	Laban KIRYA (Ouganda) Administration publique
Chef du Personnel	Luther BANGA (Cameroun) Sociologie
Responsable administratif et financier	Oscar MATIKE TITA (Cameroun) Finances/Gestion
Traducteurs	Moussoulimou KARIMOU (Bénin) Anglais/Français
	Lois KIBERA (Kenya) Français/Anglais

SERVICES TECHNIQUES CENTRAUX DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL (STC) (DOUALA Cameroun)

Chargé des Publications	Adovi John-Bosco ADOTEVI (Togo) Droit, Journalisme et Publication
Responsable coordination activités IPD avec ONG et appui à la recherche dans les IPDR	Cosme DIKOUME (Cameroun) Sociologie
Responsable coordination recherche-pédagogie dans les IPDR et aux STC.	Philip LANGLEY (Royaume Uni) Recherche/Technologie appropriée.

IPD – AFRIQUE CENTRALE – (DOUALA Cameroun)

Directeur	Professeur Tshikuku KABEYA (Zaïre) Economie
Responsable administratif et financier	Simon BARARUNYERETSE (Burundi) Gestion
Cadres	Oscar CORDEIRO (Angola) Agronomie
	Mamadou Diouma BARRY (Guinée) * Economie
	Louis BISSEK (Cameroun) Economie/Planification
	Georges CRASSON (Belgique) Gestion
	Michel DAMON (France) Economie/Gestion/Médecine
	André DJAM (Cameroun) Economie
	Hélène DOS SANTOS (Bénin) Nutrition
	Emmanuel KAMDEM (Cameroun) Gestion financière
	André MOUTOU (Congo) Economie/Planification
	Joseph MULUMBA TSHEPELA (Zaïre) Economie agricole
	Prosper NGOMA (Congo) Sociologie
	Jean-Bosco SOME (Burkina-Faso) Pédagogie/Psychologie
	Ernest ZOCLI (Bénin) Bibliothéconomie

IPD AFRIQUE DE L'OUEST (BUEA, Cameroun)

Directeur	Dr. MBANDI Stephen (Cameroun) Oeveloppement social
Responsable administratif et financier	Ernest MANGHESHO (Tanzanie) Comptabilité / Gestion

(*) Décédé le 1er octobre 1985

Cadres	Christopher ATANG (Cameroun) Sciences de l'éducation et de la communication
	Elubatel Sampong BOADI (Ghana) Planification du développement économique
	Dr. Ruediger HUELSEN (R.F.A.) Recherche/Economie agricole
	Apollonia KERENGE (Tanzanie) Economie agricole
	Saul LUYOMBYA (ouganda) Coopératives
	Dr. Foday MacBAILEY (Sierra Leone) Recherche/Economie agricole
	Jacob NGWA (Cameroun) Administration du développement
	Eugene NWANOSIKE (Nigeria) Bibliothéconomie
	Henry SAWYERR (Sierra Leone) Méthodes de formation
	Gérard SSENKOLOTO (Ouganda) Développement communautaire

IPD AFRIQUE DE L'OUEST – SAHEL (OUAGADOUGOU Burkina–Faso)

Directeur	Malick FALL (Sénégal) Ingéniérie agro-forestière
Directeur-adjoint	Issaka DOULAYE MAIGA (Niger) Sociologie
Responsable administratif et financier	Boniface TIOTSOP (Cameroun) Gestion
Cadres	Awa ADJIBADE (Burkina-Faso) Sociologie
	Cyrille BANDEIRA (Togo) Audio-visuel
	Bernard DABIRE (Burkina-Faso) Economie agricole
	Souleymane DIALLO (Mali) Economie/Statistiques

Amadou DIOP (Sénégal)
Bibliothéconomie

Oivier JACOB (France)
Economie/Gestion

Ismaila KANTE (Mali)
Economie

Oenis KOFFI (Bénin)
Economie/Gestion

Faya KONDIANO (Guinée)
Mathématiques/Management

Alain MAHARAUX (France)
Géographie

Abdelkader MECHERI (Algérie)
Economie agricole

Marc NOALLY (France)
Agro-économie

IPD AFRIQUE ORIENTALE ET AUSTRALE (KABWE, Zambie)

Directeur	Anthony HAGAN (Ghana) Economie/Planification régionale
Responsable administratif et financier	Patrick MUSOKWA (Tanzanie) Gestion
Cadres	Georges Kwado ADDAI (Ghana) Economie/Planification
	Anderson Kaseba CHIBWA (Zambie) Géographie/Recherche
	Adrian Joseph FERNANDES (Tanzanie) Gestion du développement
	Alan Billy LUBANSA (Zambie) Bibliothéconomie
	Stephen MACHOOKA (Kenya) Agronomie/Recherche
	Anthony Nforba NCHARI (Cameroun) Gestion des Coopératives
	Arseni Rwamiheto SEMANA (Ouganda) Communications.

ANNEXE III

MEMBRES EXTERNES DU CONSEIL SCIENTIFIQUE ET PEDAGOGIQUE CENTRAL ET DE SES COMITES RÉGIONAUX

Conseil scientifique et pédagogique central

1) Dr. GWAN Emmanuel Achu
Département de Géographie – Université de Yaoundé
YAOUNDÉ – Cameroun

2) Prof. KAZADI N'DUBA wa DILE
B.P. 820 – Université de Kinshasa
KINSHASA XI – Zaïre

3) Dr. J.P. MITCHELL
P.O. Box 1162
MONROVIA – Libéria

4) Mr. J.H.O. KIDENDA
Deputy Chief Planning Officer – Ministry of Economic Planning
NAIROBI – Kenya

5) Mme Jacqueline KI-ZERBO
B.P. 331
DAKAR – Sénégal

6) M. Hilaire BABASSANA
Directeur INSEJAG Université Marien NGOUABI
Chef de la Division Accumulation et Rapports internationaux
Ministère du Plan
BRAZZAVILLE – Congo

7) M. GNIDEHOU Justin
Président de la Commission du Plan d'Etat, des Finances et du Budget
Assemblée Nationale Révolutionnaire
COTONOU – Bénin

8) M. S.E. CHULU
Management Expert – Management Services Board
P.O. Box 50995
LUSAKA – Zambia

Comité scientifique et pédagogique régional – IPD/AC

1) Prof. Hilaire BABASSANA
Directeur INSEJAG – Université Marien NGOUABI
Chef de la Division Accumulation – Ministère du Plan
BRAZZAVILLE – Congo

2) Prof. KANKUENDA M'BAYA
Directeur du Laboratoire d'analyses sociales de Kinshasa
B.P. 12975 KINSHASA – Zaïre

3) M. ELONG MBASSI
Directeur de ARAN–MAETUR – B.P. 3425
DOUALA – Cameroun

Comité scientifique et pédagogique régional PAID/WA

1) Dr. P. MITCHELL
P.O Box 1169
MONROVIA – Libéria

2) Dr. E. AMONOO
Institute of Development Studies – Cape Coast University
CAPE COAST – Ghana

3) Dr. E. GWAN
Département de Géographie – Université de Yaoundé
YAOUNDÉ – Cameroun

Comité scientifique et pédagogique régional – IPD/AOS

1) M. WOI Messe Alphonse
Directeur de l'Institut Agricole de Bouaké
BOUAKE – RCI

2) M. PAPA Kane
Directeur exécutif du Centre Interafricain pour le Développement
de la Formation Professionnelle
ABIDJAN – RCI

3) Mme WOMAS H. Adjoa
Directrice de la Formation des Etudes et de la Coopération
Ministère des Affaires Sociales et de la Condition Féminine
LOMÉ -- Togo

4) M. OUALI Firmin
Responsable du Bureau de la Programmation
Institut Burkinabe de la Recherche agronomique et
Zootechnique, Direction Générale de la Recherche
Scientifique et Technologique
OUAGADOUGOU – Burkina-Faso

5) M. HAMIDOU Harouna SIDIKOU
Directeur de l'Institut de Recherches en Sciences Humaines
de l'Université de Niamey
NIAMEY – Niger

6) M. GNIDEHOU Justin
Présdient de la Commission du Plan d'Etat,
des Finances et du Budget – Assemblée Nationale Révolutionnaire
COTONOU – Bénin

Comité scientifique et pédagogique régional – PAID/ESA

1) Mr. S.E. CHULU
Management expert – Management Services Board
B.O. Box 50995
LUSAKA – Zambia

2) Mr. J.H. O. KIDENDA
Deputy Chief Planning Officer
Min. of Economic Planning and Development
P.O. Box 30005
NAIROBI – Kenya

3) Mr. E.R. KAAHWA
Assistant Commissioner for Agriculture
Ministry of Agriculture – P.O. Box 102
ENTEBBE – Uganda

4) Mr. J.Z.Z. NATOWANYIKA
Town Planning Officer
Dept. of Physical Planning – P.O. Box 561
MUTARE – Zimbabwe

5) Mr. WONDWOSEN MESSELE
Economist/Project Planning – P.O. Box 1544
ADDIS ABABA – Ethiopia

6) Prof. K.S.P. RWENGASIRA
Deputy Director of Institute of Finance Management
B.O. Box 3918
DAR–ES–SALAAM – Tanzania

Representatives of former Paid Students

Ms. MONDE C. SAWEKEMA
Senior Marketing and Coop. Officer
P.O. Box 33579
LUSAKA – Zambia

Mr. M.W.R. CHINTHOCHI
Office of the President and Cabinet
Dev. Division
B.O. Box 30132
LILONGWE – Malawi

– Conseil Central : rénunion tous les 2 ans

– Comités régionaux : réunion une fois l'an

ANNEXE IV

ASSOCIATION INTERNATIONALE – RELATIONS EXTERIEURES

A. AGENCES INTERNATIONALES ET TECHNIQUES APPORTANT UN APPUI FINANCIER A L'IPD

- Direction de la Coopération au Développement et de l'Aide humanitaire (DDA) – Berne (Suisse)
- Agence Canadienne pour le Développement International (ACDI) – Ottawa (Canada)
- Agence Américaine pour le Développement International (United States Agency for International Development – US–AID) – Washington, (USA)
- Office Central Protestant pour l'Aide au Développement (Evangelische Zentralstelle fur Entwicklungshilfe (EZE) – Bonn (Rép. Féd. d'Allemagne)
- Institut pour la Solidarité Internationale (Institut für International Solidarit (ISI) – Bonn (République Fédérale d'Allemagne)
- Agence Générale de Coopération au Développement (AGCD) – Bruxelles (Belgique)
- Ministère des Relations Extérieures – Secrétariat d'Etat à la Coopération – Paris (France)
- Ministère des Relations Extérieures – La Haye (Pays-Bas)
- Agence Norvégienne pour le Développement International (Norwegian Agency for International Development (NORAD) – Olso (Norvège)
- Commission économique européenne (CEE) – Bruxelles (Belgique)
- Fonds du Commonwealth pour la Coopération technique (The Commonwealth Fund for Technical Cooperation (CFTC) – Londres (Royaume Uni)
- Fondation Ford – New-York (Etats-Unis d'Amérique)
- Agence Danoise pour le Développement International (Danish International Developement Agency (DANIDA) – Copenhague (Danemark)
- Autorité Suédoise pour le Développement International (Swedish International Development Authority (SIDA) – Stockholm (Suède)

B. GOUVERNEMENTS AFRICAINS APPORTANT UNE AIDE A L'IPD

Les activités de l'IPD couvrent pratiquement tous les pays de l'Afrique au Sud du Sahara, à l'exception de la République Sud-africaine. La plupart de ces pays envoient des étudiants en formation à l'IPD, et de plus en plus avec des bourses d'études entières ou partielles. Ils offrent également des facilités pour l'organisation d'activités pratiques sur le terrain.

L'IPD déploie des efforts pour encourager un nombre croissant de pays africains à lui apporter une contribution financière.

Les peys suivants apportent à l'IPD, une contribution financière directe ou sous forme de bourses d'études octroyées aux étudiants envoyés en formation.

- Cameroun
- Bénin
- Burkina-Faso
- Niger
- Nigéria
- Zambie

C. ORGANISATIONS INTERAFRICAINES COLLABORANT AVEC L'IPD

- Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)
- Communauté économique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC)
- Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO)
- Comité inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS)
- Conférence de Coordination pour le Développement de l'Afrique Australe (Southern Africa Coordinating Conference) (SADCC)
- Association Africaine d'Administration Publique et de Gestion (African Association for Public Administration and Management) (AAPAM)
- Association Africaine pour l'Alphabétisation et l'Education des Adultes (African Association for Adult Literacy and Education) (AAALE)
- Banque Africaine de Développement (BAD)

D. ORGANISMES INTERNATIONAUX COLLABORANT AVEC L'IPD

- Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF)
- Organisation Mondiale de la Santé (OMS)
- Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)
- Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA)
- Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO)
- Fédération Mondiale des Eglises Luthériennes
- Banque Mondiale
- Institut de Développement Economique de la Banque Mondiale (IDE/BM)
- Agence de Coopération Culturelle et Technique (ACCT)
- Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)
- Organisation de l'Unité Africaine (OUA)
- Service International pour la Recherche Nationale Agricole (International Service for National Agricultural Research) (ISNAR)
- Bureau des Nations Unies pour la Région Soudano-Sahélienne (United Nations Sudano-Sahelian Office) (UNSO)
- Institut de Gestion de Manitoba (Manitaba Institute for Management)

ANNEXE V

RENSEIGNEMENTS SUR LES CONDITIONS D'ADHESION A L'ASSOCIATION INTERNATIONALE IPD

Les demandes d'adhésion peuvent être retirées au Secrétariat général. Elles doivent être contre-signées par un autre membre de l'IPD. Les candidatures introduites par les cadres des Instituts régionaux doivent être envoyées au Secrétariat Général sous le couvert des Directeurs. Le Secrétaire Général vérifie ensuite si tous les renseignements nécessaires ont été fournis.

Les candidats doivent joindre leur curriculum-vitae à leur demande. Ils doivent également, après leur admission, communiquer au Secrétariat Général, tout changement intervenu dans le curriculum-vitae.

La cotisation annuelle des membres est de 5.000 F CFA (ou 100 FF).

Elle doit être versée directement au Secrétariat Général. Mais, en cas de difficultés de change, le paiement peut se faire au niveau des Instituts régionaux, dans les monnaies nationales.

ANNEXE VI

MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE DES DÉLÉGUÉS

Alexandre ADANDE (Bénin)	Ethnologue, ancien Ministre de l'Agriculture, des Finances et de la Justice Cotonou (Bénin)
Ben Mady CISSE (Sénégal)	Ancien Secrétaire d'Etat à la Promotion humaine, ancien Ambassadeur du Sénégal aux Iles du Cap-Vert
Dzikamai DANHA (Zimbabwe)	Ancien Directeur de PAID/WA : Directeur exécutif, Banque Africaine de Développement, Abidjan (Côte d'Ivoire)
Ousmane DIARRA (Côte d'Ivoire)	Ancien Directeur Général de l'Office National de Promotion Rural, Directeur du Développement régional, Ministère du Plan,Abidjan (Côte d'Ivoire)
René DIDIER (Canada)	Ancien Vice-Ministre du Gouvernement du Québec, Professeur à la Faculté d'Administration, Université de Moncton (Canada)
Emmanuel GWAN (Cameroun)	Professeur de géographie à l'Université de Yaoundé (Cameroun)
Dr. Ampah Gabriel JOHNSON (Togo)	Recteur de l'Université du Bénin, ancien Président de l'Association des Universités Africaines, Lomé (Togo)
S.B. JONES (Ghana)	Développement Economique et Planification, Kampala (Ouganda)
Professeur KAZADI N'Duba Wa DILE (Zaïre)	Ancien Doyen de la Faculté des Sciences économiques, Université Nationale du Zaïre, Kinshasa (Zaïre)
J.H.O. KIDENDA (Kenya)	Directeur-adjoint de la Planification, Ministère de l'Economie et du Plan, (Kenya)
Mme Jacqueline KI-ZERBO (Burkina-Faso)	Expert en Sciences Sociales, Ouagadougou (Burkina-Faso)
Martin LUMA (Cameroun)	Ancien Vice-Ministre de l'Education Nationale, (Cameroun)
Joseph LUTKE-ENTRUP (RFA)	Agronome, Fondation Konrad Adenauer (ISI, Bonn), (RFA)
Prof. Akin L. MABOGUNJE (Nigéria)	Professeur de géographie, Président du Conseil d'Administration de l'Université d'Ogun (Nigéria)
Dr. John Payne MITCHELL (Libéria)	Ancien Ministre de l'Education, (Libéria)
Mme Lily MONZE (Zambie)	Secrétaire Politique Provinciale, Lusaka (Zambie)

G. Brian STAPLETON (Grande Bretagne)	Ancien Directeur de PAID/WA, Buéa (Cameroun)
Pierre ZUMBACH (Suisse)	Conseiller en organisation et en développement, Professeur d'administration sociale, Genève (Suisse)

Le Secrétaire Général, membre de plein droit de l'Assemblée des Délégués et de ses organes consultatifs.

Les Directeurs et deux représentants du personnel cadre (observateurs)

Conseils et comités spécialisés :

- Conseil Scientifique et Pédagogique.
- Comités Scientifiques et Pédagogiques Régionaux
- Commission des Finances. Organe de contrôle : Fiduciaire Marcel LAUPERE (Genève)
- Comité Paritaire

Photo 1.1. IPD/AC - Séminaire dans une Unité de Formation/Training Unit seminar

Photo 1.2. IPD/AC - Travail en classe/Class room work

Photo 1.3. IPD/AC - Remise des di[illegible] diplômes

Photo 2.1. IPD/AC – Formation à la démonstration nutritionnelle
– Training in nutrition demonstration

Photo 2.2. PAID/ESA - Formation à la production des aides audio-visuelles
- Training in visual aids production

Photo 3.1. PAID/ESA - Démonstration de teinturerie (activité lucrative)
- Demonstration of tie & die production (income generation)

Photo 3.2. IPD/AC - L'audio-visuel au service de la formation
- Visual aids as a training support

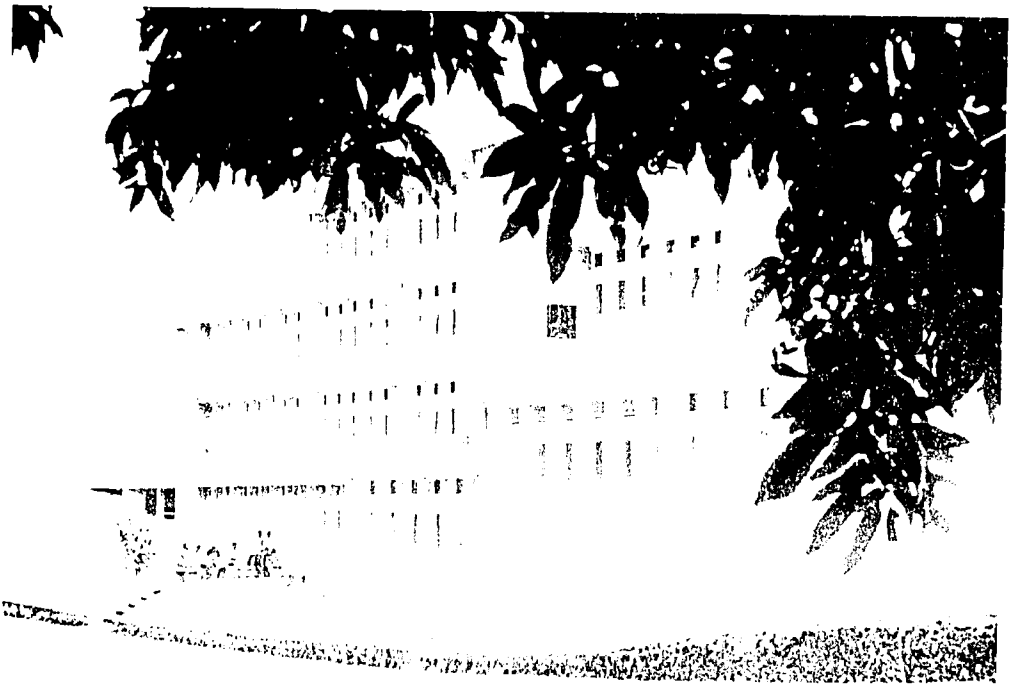


Photo 4.1. PAID/WA – Le bâtiment principal à Buéa / *Main building at Buea*

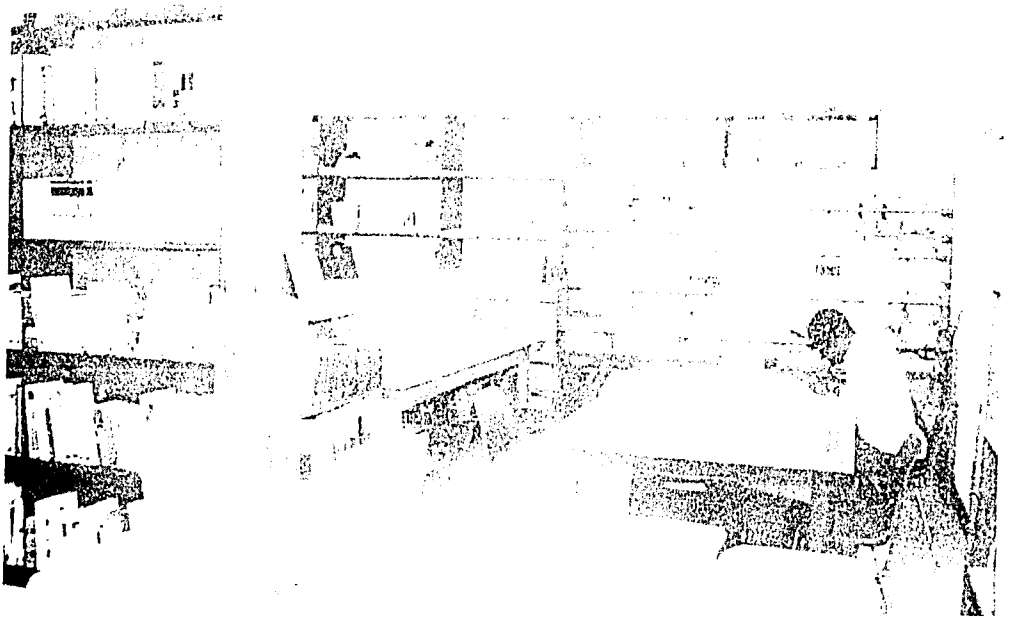


Photo 4.2. PAID/WA - La bibliothèque
- The library

Photo 5.1. PAID/WA - Fabrication d'affiches à l'atelier A.V.
- Making posters in the A.V. workshop

Photo 5.2. PAID/WA - Test final, juin 1985
- Final test, June 1985

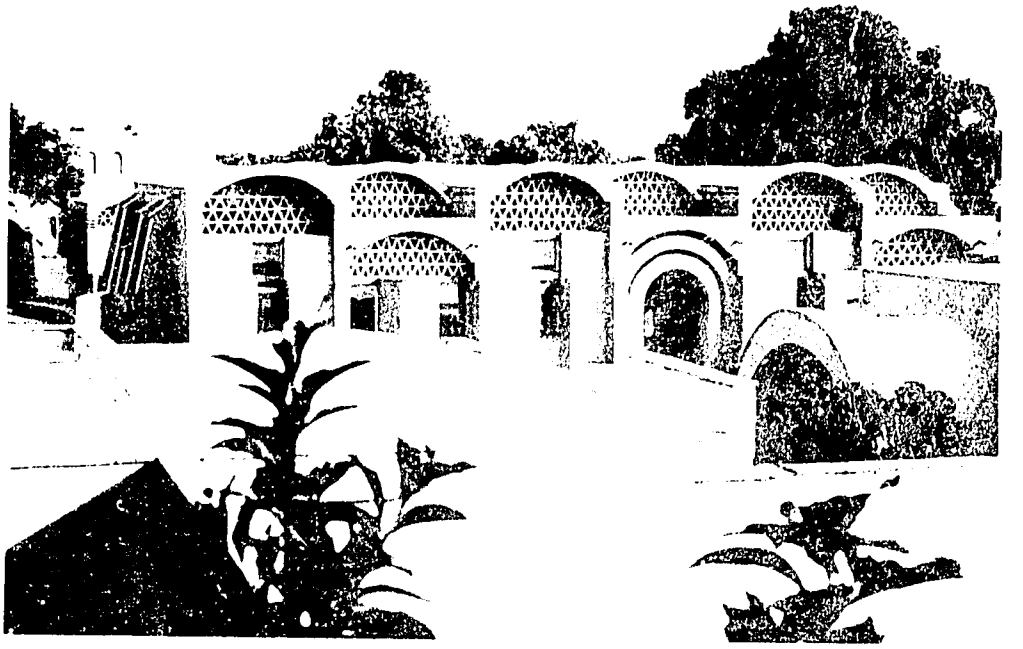


Photo 6.1. IPD/AOS - Salle de conférence et cellule audio-viuselle
- Conference hall and audio-visual section

Photo 6.2. IPD/AOS - Réunion des cadres avec le Directeur et le S.G.
- Staff meeting with Director and S.G.

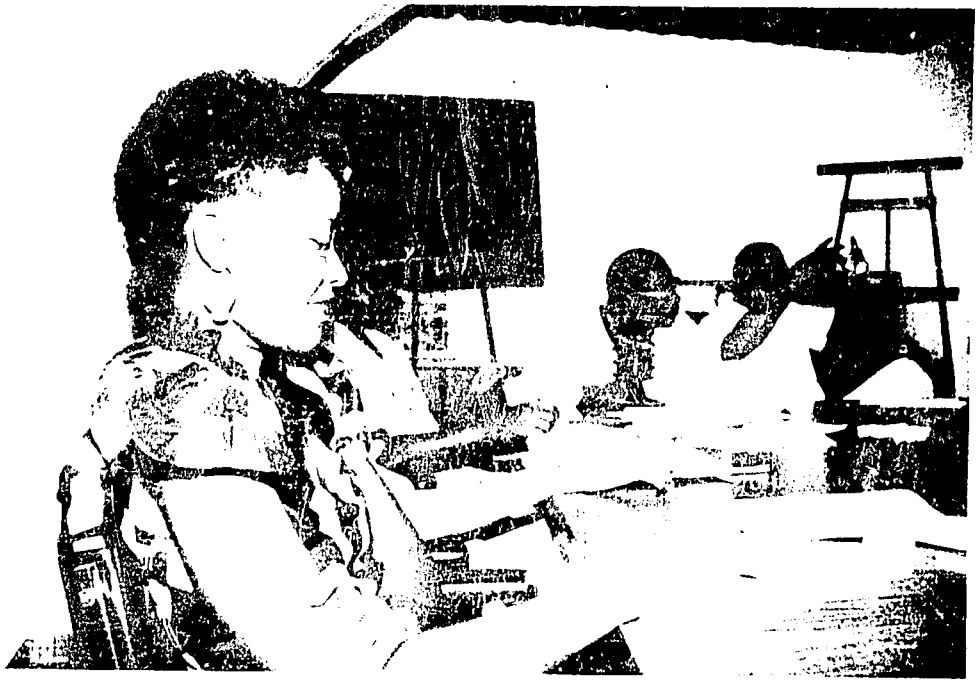
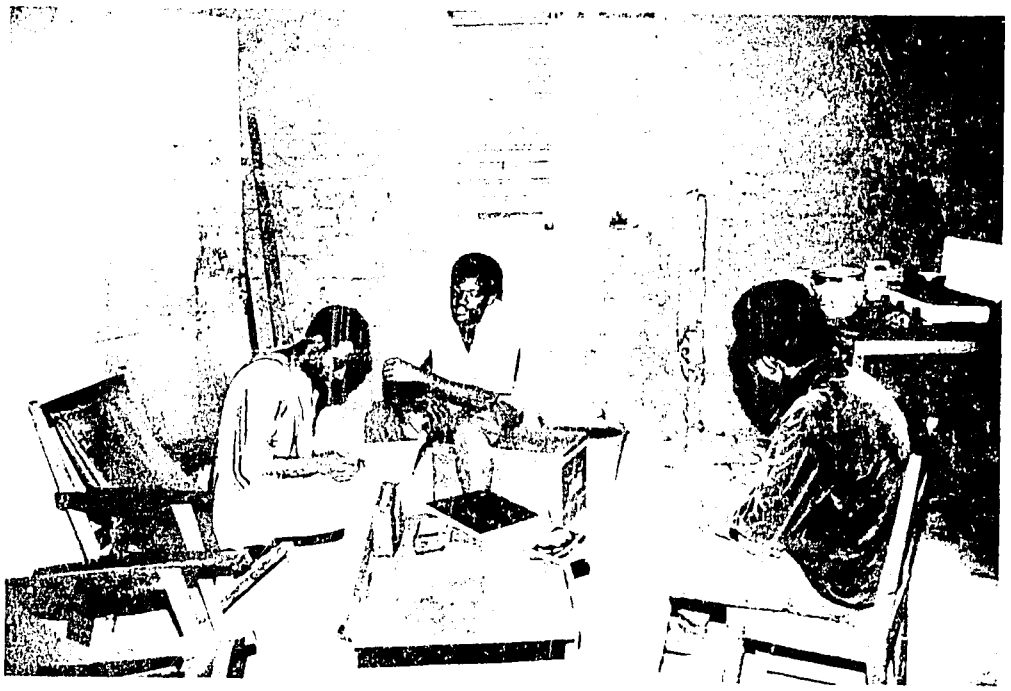


Photo 7.1. IPD/AOS - Renforcer la présence des femmes à l'IPD
- Encourage participation of women in PAID



7.2. IPD/AOS - Recherche sur l'amélioration des conditions de vie
- Research on the improvment of living conditions

Photo 8.1. IPD/AOS - Recherche-développement au Yatenga : diguette de pierres contre le ruissellement de l'eau
- Development-research in Yatenga : stone dyke to limit water run-off.

TABLE OF CONTENTS

INTRODUCTION

CHAPTER I *THE INTERNATIONAL ASSOCIATION AND EXTERNAL RELATIONS*

CHAPTER II *REVIEW OF MAJOR OPERATIONS*

I *CHANGES IN PAID ACTIVITIES*

II *TRAINING*

III *RESEARCH*

IV *SUPPORT/CONSULTANCY*

V *PUBLICATIONS, AUDIO–VISUAL, DOCUMENTATION WITHIN THE CONTEXT OF CHANGE IN PAID.*

CHAPTER III *SOME REFLEXIONS ON THE ACTIVITIES : MEETINGS OF THE CENTRAL SCIENTIFIC AND PEDAGOGICAL COUNCIL AND ITS REGIONAL COMITTEES*

CHAPTER IV *RESOURCES AND CHANGES UNDER WAY*

ANNEXES

I *Number of students trained by country during the last two academic years*

II *List of permanent professional staff*

III *External members of the Central Scientific and Pedagogical Council and its Regional Committees*

IV *International Association – External Relations*

V *Information on membership conditions of PAID International Association.*

VI *Members of the Assembly of Oelegates.*

INTRODUCTION

The 1984/1985 Progress Report has been prepared with two concerns in mind, i.e., to draw attention to some basic facts concerning PAID and at the same time highlight the changes taking place within the institution as a whole.

SOME BASIC FACTS

PAID is :

1) an international association of individuals ;

2) a Pan-African and international non-governmental organisation involved in development activities in general, and rural development in particular.

As such, through its training, research,consultancy and support activities, PAID must :

- encourage the development of grass-roots community sturctures through a global, integrated approach without forgetting the middle level development staff or the political decision-makers and technicians ;

- promote the exchange of experiences, taking into account the originality of the regional, sub-regional and local ecologies and eco-systems, in a continuous, mutually enriching spirit of give and take ;

- give priority to activities undertaken in aid of the most under-privileged and marginalized people living in rural and urban areas in Africa, using a participatory approach ;

- maintain a dialogue with all financial partners – African and non-African, governmental and non-governmental – with a view to explaining the objectives of the PAID project as well as its evolution from the perspective of both time and space, in accordance with the changes taking place on the African continent.

NECESSARY STRUCTURAL CHANGES

- **The General Secretariat** must remain small and flexible. Its role is to :

  . monitor the pedagogical, scientific and financial activities of the regional institutes ;

  . ensure that there is a balance between the quality of the human resources available and the activities, taking into account the changes which Africa and the world as a whole are undergoing, i.e. increasing rural poverty in Africa, drought and its consequences, re-settlement of refugees, self-sufficiency in food, primary health care, failure of existing development strategies, etc...

- **The Management Committee**, which has been almost wholly renewed (more than 75 %) must view itself as an instrument of coordination which can, through concrete and efficient action, ensure the necessary control and adaptation.

– **The Regional Institutes** which are headed by Directors, must :

. not only ensure efficient administration, but also be attentive to the actual needs of the people in the regions covered by the institutes.

. be creative and capable of monitoring the scientific quality of the theoretical and practical activities undertaken by the staff .

. promote worthwhile exchanges not only between PAID institutes, but also between PAID and other research and training institutions in Africa and the rest of the world, while safeguarding the original features of the countries covered by PAID institutes.

. ensure that the experiences acquired through case studies are rapidly capitalized on and incorporated into the general discussion on the issue of African Development ;

. mobilize the Regional Scientific and Pedagogical Committees so that they can play their full role as advisory bodies with innovative ideas ;

– **The Assembly of Delegates** : members know and ought to know that they belong to an African, international, private and non-governmental organisation in which efficiency and knowledge of the institution's activities must take precedence of partisan squabbles in order to contribute to the improvement of the most underprivileged people on the African continent.

These reminders and proposed changes are gradually being appreciated by most of those in charge of the various structures and there is an effort to ensure the smooth running of PAID as a non-governmental « machine ».

This is the perspective within which the 1984/1985 report has to be viewed.

Prof. Alfred Comlan MONDJANAGNI
Secretary General

CHAPTER I

INTERNATIONAL ASSOCIATION AND EXTERNAL RELATIONS

THE MEMBERS

The international association now has some 207 members. The fact that they reside in different parts of the world and the lack of a proper system of communication between them has not enabled them to get acquainted nor to be kept informed about PAID's activities. The time has now come to remedy this situation. To begin with, an information form has been sent to all the members in our records. The information gathered will be collated in the form of a directory to be sent to all members so that they may get acquainted and be able to communicate with each other. In addition, the directory will henceforth make it possible to organise the election of the members of the Assembly of Delegates more rationally. It will also allow the institution to keep closely in touch with the members of the Assembly of Delegates, to provide them with information on PAID's activities and to initiate meetings as well as discussions on African development. The attempts which will be made to set up regional alumni with national chapters will also assist PAID in this new approach.

THE ASSEMBLY OF DELEGATES

The Assembly of Delegates held its ordinary session from 29 to 30 May 1984, an extraordinary session from 12 to 13 December 1984 and another ordinary session from 2 to 4 May 1985. The Executive Committee met on 29 May ; 10 to 11 December 1984 ; and 7 and 8 March 1985. A number of major decisions were taken at these three meetings.

Appointments :

- *Professor Alfred Comlan Mondjanagni was appointed Secretary General of PAID ;*
- *Dr. Stephen Mbandi Director of PAID/WA ;*
- *Professor Kaheya Tshikuku Director of IPD/AC ;*
- *Dr. Bernard Kouassi Financial Coordinator of PAID ;*
- *Mr. Marcel Lauper external auditor for another term ;*
- *Mr. Jacques Moynat in charge of the General Secretariat in Geneva.*

The Assembly of Delegates also :

– *Approved the 1983/1984 accounts as presented in Fiduciary Lauper's report and cleared the Secretary General and the Directors for the 1983/1984 financial year.*

– *Voted the 1984/1985 budget as presented by the Finance Committee.*

With regard to matters concerning the regional institutes, it was decided :

– *To reduce the PAID/ESA long term training course to nine months. This training course is mainly intended for university degree holders although diploma holders with a minimum of three years' professional experience will also be admitted.*

The Assembly of Delegates recommended that another long term training course be launched to cater for school certificate holders (GCE and others) with at least three years' professional experience. This system will enable PAID/ESA to recruit a larger number of female students to whom priority should henceforth be accorded. The two training programmes will run alternately.

During the year, contacts were made not only with all the countries, donor agencies and other organisations which offer financial and technical support to PAID, but also with other development institutions which share PAID's objectives.

We would like to seize this opportunity to thank all these organisations for their support.

The donors as well as the Assembly of Delegates have strongly advocated that while aiming at efficiency in its training, research, consultancy and support activities, PAID should at the same time endeavour to generate funds by participating in major projects. Thus, within the framework of the institution's general policy on rural development, links have already been forged with a number of international organisations.

A general agreement of cooperation was signed with the World Health Organisation (WHO Africa Region) for an initial period of four years, in order to further the aims of the programme « Health for all by the year 2000 (HFA/2000) ». This agreement requires PAID to integrate more health-related activities into its programme, with financial and technical support from WHO.

PAID is also one of the key institutions involved in the implementation of the Agricultural Management and Training in Africa (AMTA) programme. This joint venture by the African Development Bank (ADB), the International Fund for Agricultural Development (IFAD), the OAU Scientific, Technical and Research Commission (OAU/STRC) and the Economic Development Institute (EDI) of the World Bank, has brought PAID into closer cooperation with the organisations involved as well as with other training and research institutions in Africa.

The NGO Forum as well as the conference marking the end of the Women's Decade held in Nairobi from 8 to 17 July 1985 offered PAID an opportunity to make its activities known to the various international organisations which attended the Forum.

During the year, closer collaboration was established with the FAO Regional Office for Africa. In conjunction with the Ministry of Agriculture of the Republic of Cameroon, PAID hosted a regional workshop on « Food, Forestry and Environment : the Challenge of Rural Poverty in Africa » from 14 to 16 October 1985. The workshop, which was held in PAID's regional Institude for anglophone West Africa (PAID/WA) marked the World Food Day as well as FAO's 40th anniversary. It was chaired by Honourable Jean-Baptist Yonke, Cameroon's Minister of Agriculture, and was attended by other personalities such as, the FAO Assistant Director General and regional representative for Africa, Mr. J. A. C. Davies, and the Sierra Lionean Deputy Minister for Agriculture and Natural Resources Honourable Suffian Kargbo. PAID was privileged to host this important workshop on a theme which is of primary importance in Africa today.

From 20 to 24 May, the Secretary General participated in the General Conference of the International Council of Voluntary Agencies (ICVA).

At the invitation of UNIDO, he also attended the Forum on the participation of Non-Governmental Organisations in the implementation of the programme on industrial development decade for Africa.

CHAPTER II

MAJOR ACTIVITIES ACCOMPLISHED

I. PAID's ACTIVITIES WITHIN THE CONTEXT OF CHANGE

Following the different internal, external and joint evaluation exercices which PAID has undergone, the Institution is presently exploring new paths for its activities while at the same time trying to build up on the experience acquired so far. Training is still the major activity, i. e., training of development staff in general and of rural development staff in particular (identification, design, implementation, management and evaluation of rural development projects). In addition to this or in fact integrated are activities on nutrition, primary health care and the training of trainers.

Tri-dimentionality i.e., training, research, consultancy - support, should be considered as an overall, integrated approach. Research must henceforth be part and parcel of training and consultancy activities based on field observation, the field in this case being seen not only as physical-social space, but also as the space in which activities are conducted.

Long term training must be systematically organised into a series of shorter properly mastered courses which can be continually enriched through case studies.

While political and technical decision-makers as well as middle level categories continue to preoccupy PAID, the major concern is still the grass-roots populations. The agreement signed betwenn PAID and WHO on primary health care programme will bring the institute closer to the grass-roots through a multidisciplinary and multi-sectorial approach. It will involve continuous testing of the WHO concept of primary health care for individuals (children, youth, the elderly) families, communities and villages.

There have been certain noteworthy trends in this year's activities :

- *the integration of a higher percentage of women both in training programmes as well as among those benefitting from PAID's activities in the field.*

- *greater focus on staff from non-governmental organisations and people working in the field, even though government staff continue to receive considerable attention.*

- *increased exchanges not only between regional institutes but also between PAID and other training and research institutions in Africa, mainly through such large-scale programmes as AMTA and MINAGRI.*

II. TRAINING

Generally speaking, the long term training activities undertaken in the regional institutes remained at the same level as in previous years. As far as short term training is concerned however, a greater number of requests was handled, which is proof of PAID's increasing credibility in Africa.

1. LONG TERM TRAINING

IPD/AC

Having suspended the introduction of the long term training course for senior staff, the institute resumed the long term training course for the middle - level staff, in the 1984/1985 academic year. The 20th batch (a total of 48 students 10 of whom were women) started their course in November 1984. They came from Burkina Faso (11), Cameroon (9), Congo (6), Gabon (4), Madagascar (4), Mauritania (2), Central African Republic (3), Rwanda (4), Senegal (2), and Chad (3).

The percentage of female students has risen to 21 % whereas it was barely over 15 % in the past.

For various reasons such as lack of scholarships, slow administrative procedures and communication problems, Benin, Burundi, Togo and Zaire did not send any students for the course. The first two countries postponed their participation to the 1985/1986 academic year.

The organisations employing students from the 20th batch can be broken down as follows :

i) administrative and public bodies ..... 31students 64.58 %

ii) private organisations and regional parastatals : cooperatives, joint ventures (governmental and international organisations), other autonomous initiatives at the grass-roots level..... 17 students 35.42 %

It can be concluded therefore, that public administrations and governmental services supply nearly two thirds of the students, whereas only one student out of three comes from private, autonomous institutions. This imbalance, which was more pronounced in the previous years, seems to be gradually decreasing.

The basic training units (TU) which traditionally make up the long term course for middle level staff, functioned as follows :

a) « Environmental Studies » TU

Students are trained to gather and deal with field information and to scientifically analyse the physical, social and economic environment in which they have to work as development staff.

In 1984/1985, this TU was organised in the following four stages :

i) Class work from 1 November 1984 to 31 January 1985, 25 February to 8 April and 15 to 30 April 1985 ;

ii) Field work which took place in the cocoa and food growing area of the Lekié Division (Sa'a and Monatélé), Central Province of Cameroon , from 1 to 22 February 1985 ;

iii) Closing seminar organised in Douala from 9 to 13 April 1985 on the theme « Cash crops and food self-sufficiency in Africa ».

iv) Assessment of students and announcement of results between 22 and 30 April 1985.

Following the final examination, 85 % of the total number of students obtained a certificate and were admitted to the « Development Projects TU ».

b) « Development projects » TU :

The theoretical part of the course was held from 1 May to 31 July 1985. It ended with a seminar on the topic « Setting up a business with a view to creating jobs ». The seminar attracted a good number of external participants (11) from private and governmental bodies as well as grass-roots development organisations.

After a one month holiday, the students went on a three month field work course during which they worked in various development projects in their respective countries.

c) « Training of Trainers » TU

The training course was held from 1 March 1985 to 22 June 1985, with a total of 32 students from 10 countries and 21 Development organisations. 12.5 % of the participants were female students. The students worked with their respective employing agencies for the practical part of the course.

d) « Welfare Activities » TU

This Unit should have been launched in January 1985 to replace the « Nutrition and Development » TU which had not had a very large impact in the field. However due to a delay in setting up this new unit, IPD/AC had to postpone the course until February 1986. Some candidates who had already arrived in the institute for the course were therefore admitted to the « Training of Trainers » unit whose practical exercices were extended to cover welfare issues ; at the same time, the following activities were undertaken in preparation for the new unit :

i) working out of details concerning the goals of the training course as well as the course contents ;

ii) wider publicity of the unit in Africa and among development organisations likely to be interested ;

iii) search for a formula through which this activities could be replicated by means of short term seminars to be held either in the field or in Douala. With this in view, contacts were made with the National Union of Cameroonian Workers (UNTC) in an effort to organise a series of training seminars which would be attended by several hundred public service employees ;

iv) search for funding : a financial agreement was signed in Douala on 9 March 1985 with the Family Planning International Assistance (Nairobi) ;

v) efforts to capitalise on the lessons learnt from the previous « Nutrition and Development » TU by producing a practical Nutrition Guide which can be used as a training aid in the « Welfare Activities » TU.

The « Business and Cooperative Management » and « Regional Development and Planning » training units did not function due to the suspension of the long term training course for middle level staff in November 1982.

PAID/WA

The nine month training course started with a total of 54 students (including 12 female students). These came from Cameroon (9), Ethiopia (4), Gambia (7), Ghana (7), Kenya (2), Lesotho (1), Liberia (1), Malawi (2), Nigeria (13), Sierra Leone (1) and Uganda (1).

The course followed the usual pattern : classroom and field work, common core, village, zone and case studies, concentration classes and theme teaching as well as field seminars for staff, students, village leaders and extension workers.

Staff are now considering the possibility of reorganising the long term course with a view to designing a curriculum for the proposed advanced course.

IPD/AOS

In 1984/1985, a nine month advanced course in Planning and National Development was set up, after consultation with the countries of the West African sub-region. 18 trainees from Benin (4), Burkina Faso (3), Mali (7), Mauritania (1) and Niger (3) took part in this course which comprised four modules - three theoretical and one practical.

a) **MODULE I : Regional Development and Planning**

80 % of the programme was covered.

b) **MODULE II : Regional Analysis and Planning**

This module was successful. The PAID training team was reinforced by Professor Michel Rochefort (Professor at the University of Paris I and at IEDES) who has considerable experience in this area.

There is need to promote this pedagogical approach which lays emplasis on synthetization, critical analysis and useful exchange of experiences between trainers and trainees.

c) **MODULE III : Regional Planning and Programming**

As in the other modules, thought provoking seminars open to participants from outside alternated with theoretical and methodological sessions. This approach needs to be maintained and improved, especially through more carefully prepared seminars.

Generally speaking however, the third module was considered to be too intensive compared to the first two, mainly because of the technical nature of the course contents. Thus, although some of the sessions and contributions aroused considerable interest among the students, it was not possible to examine all the issues in detail.

To mark the end of the theoretical phases of the long term training course, the institute organised a seminar from 1 to 3 April 1985 on « Planning and the problem of technological transfer in development projects ». The aim of the seminar was to demonstrate how the transfer and mastery of technologies at the local level has become a crucial issue in the fight against underdevelopment in the Third World in general, and in Sub-sahara Africa in particular.

Besides the students and staff, the seminar was attended by representatives of the Ministries of Planning of Benin, Burkina Faso, Mali, Mauritania and Niger, as well as research workers and staff from organisations such as the ILO, ENDA, SAED and ONPE.

d) **MODULE IV : Field Work**

This took place from April to June 1985 in the trainees' home countries. PAID, students and their employing agencies all participated in the selection of the field work themes.

At the end of the course in July 1985, students presented their dissertations before a panel comprising PAID staff and external members.

All the students were successful and the quality of the dissertations was generally considered to be quite high.

Now that the nine month course has been completed, the next step will be to evaluate this activity which was undertaken on an experimental basis. It seems however, that the institute has practically settled on this particular course.

PAID/ESA

The third nine month course on « Planning, Management and Evaluation of Development Projects » started on 31 January with 13 students (8 female students) from 12 East and Southern African countries. It came to a close in December of the same year.

A fourth course started in January 1985 with 30 students from Ethiopia, Mauritius, Kenya, Lesotho, Malawi, Namibia (SWAPO), Uganda, Somalia, Sudan, Swaziland, Tanzania, Zambia, and Zimbabwe. 8 of them were women. For these first four courses, students undertook practical field work in Malawi. New arrangements are now being made to enable the students to undertake their future practical field work in Botswana where they will be attached to development projects and organisations, including the Botswana Brigades. This new arrangement will therefore provide the students with the opportunity to observe projects set up and managed by previous PAID/ESA trainees.

It has now been decided to reduce the training period from 12 to 9 months in order not only to align PAID/ESA's programme to that of the other PAID institutes and other training institutions in the region, but also to enable the staff to undertake some research and other academic activities. During the transitional period, a six month course for middle level staff will be organised as from February 1986.

2. SHORT TERM TRAINING

IPD/AC

Only one short term course was conducted by IPD/AC during 1984/1985 : this was for the Diocesan Development Commission in Lumumbashi, Zaire. The institute organised a training session for agricultural project management personnel from 6 February 1985 at Fungurume. This attempt to work with an NGO which does not have its own resources was entirely successful.

PAID/WA

Four training programmes were organised during the 1984/1985 period :

- *i) training programmes for female officers in charge of, or managers of development organisations in Freetown, Sierra Leone from 3 to 24 December 1984, with financial assistance from the Commonwealth Secretariat.*
- *ii) UNESCO sponsored workshop on simulation games for development training at PAID/WA, Buea, from 5 to 18 January 1985. The participants designed a simulation game and prepared a game operator's manual.*
- *iii) workshop on the popularization of project management techniques for non-governmental organisations organised at PAID/WA, Buea from 14 to 19 February 1985, with financial support from the Ford Foundation.*
- *iv) preparatory workshop for a training seminar on income generating activities for peasant farmers' cooperatives in the South West Province of Cameroon, in March 1985.*

Short term training sessions were organised simultaneously with the long term course. Several major themes were chosen following requests and in accordance with the staff member's expertise.

i) **Niamey Productivity Project (PPN) Seminar**

This took part in two phases :

Needs assessment : indentification of terms of reference, 26 to 30 December 1984 in Niamey.

Seminar held from 29 January to 3 February 1985 at Tapoa, Niger. The major focus was on the different aspects of the management of rural development projects.

The goal of the seminar was to upgrade the knowledge of development staff working in the Niamey Division.

Thirty five participants attended, including the divisional heads of technical services, heads of PPN technical services and their subdivisional coordinators.

ii) **National seminar on Regional and National Planning, Madaoua (Niger)**

Following a preparatory mission to Niamey from 4 to 8 March (to produce the final programme and make practical arrangements) the seminar was held from 8 to 19 July 1985. It was attended by national and regional planning staff.

iii) **Seminar organised by PAIO in conjunction with the Department of Training and Organisation of Rural Areas (DFOMR)**

The preparatory phase took place at IPD/AOS from 22 to 24 April, with seven DFOMR staff and three PAID staff. It involved an assessment of the needs of the target group in the area of training.

The seminar itself was held from 27 May to 14 June 1985 at CESAO and at the « Hauts Bassins » Regional Development Bureau (ORD) in Robo Dioulasso.

The goal of the seminar was to upgrade the performance of DFOMR staff not only in decision-making, identification, design and management of projects, but also in the organisation and management of rural development structures.

More than twenty staff members from the Ministry of Agriculture and Animal Husbandry as well as the DFOMR took part in the training.

iv) **Seminar on the management of NGOs organised by ICVA**

The first phase took place in Canada in November 1984, with 20 participants (10 Africans and 10 Canadians). The Manitoba Institute and the North-South Group were also involved.

The aim was to :

- *Present training material to a group of leaders (general managers and middle level professional staff) responsible for the management of non-profit making organisations.*

- *Take note of their comments on the course with a view to adapting it to African realities.*

. *Identify new perspectives as well as ways of transferring and popularizing the course starting with a research seminar, in order to ensure better integration of the variable « characteristics of African Societies ».*

The second phase held in Dakar from 12 to 17 May 1985 was an extension of the same project and was open to other NGOs in Africa.

v) **Seminar for the three Regional Development Bureaux (ORD) in Western Burkina - Faso .**

This seminar on « Action pedagogy » was organised for heads of the Hauts Bassins, Bougouriba and Volta Noire ORDs and took place in Bobo Dioulasso from 20 August to 5 September 1985. Its aim was to raise the participants' level of awareness vis à vis communication problems.

PAID/ESA

The following short term activities were undertaken :

i) **Eight week course for female extension workers**

This seminar which was the third of the kind, took place in Kabwe (Zambia) from 27 August to 19 October 1984. It was sponsored by the EEC and attended by 29 participants from 14 countries of the sub-region. The themes covered were : effective communication, project management, training methods and acquisition of various technical skills with a view to promoting small scale businesses in processing and manufacturing. As a result of the interest aroused by this programme, it was decided to organise it on a yearly basis.

ii) **Management training programme for administrative and managerial staff in non-governmental organisations.**

This PAID/IRED joint programme was a follow-up to the workshop held in Harare (Zimbabwe) in April 1982. The training objective was to improve the participants' technical skills in the area of administration and management. A total of 19 top level staff holding important management posts in NGOs in Botswana, Kenya, Lesotho, Tanzania, Zambia and Zimbabwe participated in the Programme.

iii) **Management training programme for management staff and entrepreneurs of small-scale enterprises.**

This EEC - sponsored programme was organised in Kabwe, Zambia from 9 April to 29 May 1985. It was attended by 21 participants from Botswana, Ethiopia, Lesotho, Seychelles, Somalia, Swaziland, Tanzania, Zambia and Zimbabwe. The programme, which PAID plans to organise every year, is mainly aimed to upgrading the participant's skills in certain critical areas such as personnel, production, materials, finances and marketing.

3. RESEARCH

Although there has been much thinking on the question of research over the last few years, very little was actually achieved in PAID as a whole during 1984/1985. This relative weakness of the research dimension is partly due to the staff members' involvement in other activities such as short term training and consultancy work, and partly to a shortage of resources for research, the imbalance between the ever increasing volume of activities and the human resources available etc.

There is therefore need to boost research in PAID so that it can play its full role in the integrative, tri-dimensional approach which the institution has always advocated, i.e. Training-Research-Consultancy/Support.

IPD/AC

Theoretical research does not exist in IPD/AC for various reasons. However a certain amount of applied research (e.g. documentary studies and design of survey methods) is undertaken, in relation to specific operational activities.

The institute also undertook research in the form of « capitalization » on certain training experiences. The results of this exercice were :

- *A training manual on Nutrition (provisional title). The manuscript is now with the publishers (Karthala).*
- *A practical guide to the management of small businesses in Africa which is being prepared ;*
- *A guide to Planning Technics which is also being prepared ;*
- *A manual on the difficulties and methods of managing public enterprises in Africa which has almost been completed.*

  The document capitalizes on a seminar organised in Douala by IPD/AC in 1984.

PAID/WA

Several specific research projects submitted to donors could not be carried out as funds were not available. However traditional research activities on integrated rural development continued in the ZOGID (Zone of Guided Integrated Development).

IPD/AOS

The research team undertook the following activities in the Yatenga region within the framework of the Research/Development programme.

i) Analysis of the 1984 growing season

This entailed following the progress of harvest activities and analysing the results. All the data obtained made it possible to classify and analyse the level of yields and to explain the success or failure to the farmers.

ii) Evaluation of the research programme by the Netherlands

Following the results of the evaluation and a visit from the head of the Dutch Office for Research on Appropriate Technology, the research team made detailed proposals concerning the introduction of short cycle varieties of sorghum (204 and 202) and cow peas (niébé). These varieties have already been tested on village land under IRAT control and have given satisfactory yields.

Research activities have however given rise to several problems concerning :

- *The overall choice to be made by simplifying the goals : research at PAID should be confined mainly to project identification and design, monitoring and evaluation. The implementation phase should be taken care of by the other partners.*
- *The role of the staff members engaged in training activities in relation to research activities. This is linked to the ability of the environment to absorb more research staff as well as individual research itineraries.*

. *Integration of research results into training with a view to devising new teaching aids ;*

. *The need to establish links with research programme in other countries in order to be better informed.*

IPD/AOS' research strategy is geared towards :

– *expansion from the two initial zones to the five zones comprising the Yatenga region ;*

– *preparation and publication of synthesized reports on the overall research results ;*

– *complementary studies to be undertaken before the end of 1985.*

iii) **Activities related to the 1985 growing season**

These consisted of :

. *A survey of the different approaches used in various development projects in the Yatenga.*

. *A survey of the work involved in the building of anti-erosion ridges.*

. *Tests on land improvement.*

PAID/ESA

Following a workshop organised on research in September 1984, PAID/ESA drew up a provisional research programme concerning the effects of socio-cultural constraints on the popularization of agricultural innovations among small farmers in the Central Province of Zambia. This study will also cover the cultural aspects which influence the implementation of development activities and will be based on the information gathered by students in their field work assignments.

IV. CONSULTANCY – SUPPORT

In 1984/1985, consultancy-support activities mobilized more resources and efforts in PAID than research strictu-sensu.

IPD/AC

i) **Ministry of Agriculture (MINAGRI) Cameroon**

In March 1985, the Cameroonian Ministry of Agriculture signed an agreement with IPD/AC which constitutes an addendum to the MINAGRI II training programme. Under this agreement, a research worker from IPD/AC, together with an external consultant, spent six weeks analysing the results of a survey on the training needs of some development organisations which are supervised by the Ministry of Agriculture. The Ministry has now requested that the survey be extended to other organisations under its supervision.

From 3 to 15 June 1985, an assessment of needs in the area of training was carried out at the MINAGRI department of surveys and projects (DEP) in Yaounde. The aim of this exercice, which was conducted under a third agreement between IPD/AC and MINAGRI, was to prepare a four-phase training course for about thirty Ministry staff involved in the design and supervison of agricultural projects.

ii) **CeDAC Project**

At the request of the Self Reliant Development Centre of Sangmelima (CeDAC) in Central South Province, Cameroon, IPD/AC also conducted a socio-economic study of the Dja and Lobo Division, following which a second study on the prospects of food marketing in the same Division was undertaken in April and May 1985.

iii) **Community Development Project, Bangui (UNDP – Bangui)**

A three week study was conducted in November – December 1984 in Bangui, at the request of the UNDP. This involved identification of training needs among field staff from Community Development Departments of the Central African Republic.

iv) **URBA–PLAN Project**

A Swiss company (Urba-Plan), has signed a contract with the Littoral Planning Commission (MEAL) of the Cameroonian Government, involving a study on the development of the Littoral Province. The Economic aspects of this project have been entrusted to IPD/AC which has already taken part in the preliminary study conducted in March 1985.

v) **FAO–Rome Project**

FAO signed an agreement with IPD/AOS for a study on the efficiency of technical services intended for small farmers in French speaking couuntries of Africa. Other African research institutes are also participating in the study, and IPD/AC has already undertaken a three month survey in Niger, Congo and Rwanda. The study involves an evaluation of technical supply and support services to small farmers, extension institutions and servicies, technical staff, public administration and farmers' groups.

vi) **Consultancy to BDPA, Mono (Benin)**

An IPD/AC staff member spent two weeks with the Agricultural Production Development Office (BDPA) conducting a socio-economic study of the Momo Province.

vii) **Support to Development Structures**

IPD/AC which is a member of the Governing Councils of CeDAC, MIDO (Ombessa Development Authority, Cameroon) and the Economic and Social Council of Douala III Ward, took an active part in the meetings of these Councils in January, March and May 1985.

PAID/WA

Only one support/consultancy activity was undertaken in 1984/1985. This involved the evaluation of the livestock and poultry development project by small farmers in Cameroon. The exercise was conducted jointly with the Heifer Project International (H. P. I.) under the technical guidance of PAID/WA.

PAID/WA plans to provide increased support to the grass-roots population as well as to small and medium scale enterprises, particularly through the field work periods organised under the long term training.

IPD/AOS

The institute undertook the following activities during the year :

i) **Evaluation of the training seminars organised for three ORDs (Bougouriba, Hauts-Bassins, Volta Noire)**

This took place in Bobo-Dioulasso from 20 July to 3 August 1985. The aims were :

- *to measure the impact of the training received ;*

. *to assess difficulties related to implementation ;*

. *assess new needs ;*

. *analyse the measures proposed in response to these needs.*

More than 50 % of sector heads in the ORDs concerned participated in this activity and attended at least two of the three seminars.

ii) **Programme to adapt the manual « Appropriate management of small farmer's cooperatives » (GACOPEA) to Burkina - Faso.**

The FAO requested the support of PAID/AOS to assist staff in Burkina - Faso in implementing the GACOPEA programme. The aims of this programme were :

– *To adapt to the needs of Burkina - Faso a manual on the management of small farmers' cooperatives produced for Africa in general.*

– *To train heads of cooperatives in the technics contained in the manual.*

iii) **Seminar on social economy enterprise and job creation**

Two staff members from the institute were invited to participate in two seminars on the above theme which were held successively in Lome (Togo) from 14 to 23 January 1985 and in Cotonou (Benin) from 24 to 28 January 1985. In addition to their theoretical contribution, the two PAID resource persons played a leading role in group work and plenary sessions.

The seminar was aimed at analysing situations which could lead to the creation of businesses, particularly within the private sector.

iv) **Evaluation of the Sikasso Forestry project**

At the request of the DDA office in Bamako (Mali) the institute participated in the evaluation of the Sikasso Forestry Project (Mali) which took place from 7 to 16 February, 9 March to 4 April and 11 to 21 May 1985.

The exercices was aimed at determining the sociological impact of the project after five years of existence.

v) **Workshop to examine the results obtained in Forestry studies and research in the Sahel region.**

IPD/AOS played the role of facilitator at this workshop organised in Bamako (Mali) from 11 January to 5 February 1985.

There were also 21 other participants from CILSS member States and from regional and international institutions.

vi) **Seminar on the management of agricultural research projects**

During this seminar held in Bamako from 4 to 15 March 1985, IPD/AOS took the opportunity to explain its Research - Development - Training approach.

About thirty people from Burkina - Faso, Cape Verde, Gambia, Mauritania, Mali, Niger, Senegal and Chad participated in the seminar.

vii) **Seminar organised by the Water and Forestry Headquaters, Bamako, 20 to 27 April 1985.**

The Institute made some theoretical and practical contribution to the definition of approaches in forestry work (awareness building, « animation » and popularization).

The seminar was also attended by seventy forestry officers from Mali working at the central and regional levels.

viii) **Training seminar in agricultural documentation**

At the request of the FAO (General information and systems Division) a staff member from the institute conducted a seminar on agricultural documentation.

The seminar which was held in Bangui (CAR) from 1 to 25 April 1985, was attended by about twenty administrators in charge of documentation or agricultural departments in the public administration and parastatal institutions of the Central African Republic.

ix) **Workshop on the development of teaching aids : PROFOSA (FAO) project**

IPD/AOS together with a team of five experts recruited by the FAO, participated in this workshop organised in Montpellier (France) from 24 April to 15 June 1985.

The aim was to prepare teaching aids to be used in the planning and management of rural agricultural projects in the Sahel.

x) **National seminar on Units responsible for project follow-up and evaluation in Benin : 13 to 17 May 1985**

IPD/AOS participated in this seminar at the request of EDI/IBRD. The institute's contribution was particularly in the area of methodology and experiences concerning attempts to solve the issues raised.

The seminar was attended by various officers from the Ministry of rural development and cooperative activities, directors, managerial staff, national heads of provincial « Follow-up and Evaluation » units, officers from ORAPES, DEP as well as civil servants and consultants from IFAD and IBRD.

xi) **Seminar on desertification, Republic of Benin : 2 to 9 April 1985**

This second seminar on desertification held in Parakou (Benin) was attended by more than sixty national managerial staff and heads of ministerial departments of development, research, training, as well as international organisations such as FAO, UNDP and UNSO.

xii) **IRED Seminar : 13 to 24 May 1985 at IPD/AOS**

The institute's contribution to this seminar involved presenting papers and conducting certain sessions.

The aim was to train managers of NGOs in West Africa in rational management methods.

About thirty participants from Mali, Niger, Chad, Togo, Benin and Burkina - Faso attended the seminar.

xiii) **WARDA Seminar, Bamako (Mali) : 21 - 22 May 1985**

The theme of the seminar was « mechanisation of rice growing in Africa ».

The contribution of IPD/AOS focused on the following two themes :

- *Mechanisation economics and the physical, economic and social conditions required for the introduction of mechanisation into rural development projects (case of ox ploughing).*

- *Organisation of agricultural labour : how to manage farmwork time.*

xiv) **Consultation for the Directorate of Social Affairs, Togo**

IPD/AOS assisted the Training, Studies and Coordination Division of the Directorate of Social Affairs in Togo in carrying out an analysis of the present state of the division's structures and its activities. The mission which took place from 5 to 20 June 1985, conducted a systematic study on the structure, its organisation, functioning and activities.

The analysis revealed, among other things, the training needs of staff and rural groups working under this Division. , both at the central and regional levels.

xv) **AMTA (Agricultural Management Training in Africa) programme**

IPD/AOS, like the other PAID institutes, participated in the implementation of the AMTA programme in West Africa.

xvi) **The inter-institutional network**

The activities of the inter-institutional network included an annual seminar for the representatives of the member institutions. The themes studies were related to the problems of socio-economic development in the countries of the sub-region. The 6th seminar was held from 3 to 16 september 1984 at the CESAO premises in Bobo Dioulasso.

The seminar examined the common role of Research/Development and of Training Institutions in the definition and implementation of a training system adapted to the peasants to ensure development at the grass-roots level. It was attended by forty participants from eight countries namely : Burkina - Faso, Benin, Mali, Niger, Senegal, Ivory Coast, Togo and France.

The Institute, which acts as rapporteur and coordinator for the Network, produced the seminar report and distributed various documents prepared for the seminar.

In March 1985, the Institute started making preparations for the 7th seminar which included a pedagogical workshop in Lome from 3 to 8 June 1985.

The 7th seminar of the network took place from 22 July to 1 August 1985, with thirty six participants from twenty eight national training, research and development institutions.

PAID/ESA

The support/consultancy activities conducted by the Institute were :

i) **AMTA Programme**

PAID/ESA, like the other regional institutes, participated in the implementation of the AMTA (Agricultural Management Training for Africa) programme launched by the World Bank, the African Development Bank, OAU and other institutions. The countries covered by PAID/ESA under this programme are Botswana, Lesotho, Malawi, Swaziland, Zambia and Zimbabwe.

ii) **The Zambian Social Development Council**

From 4 to 8 March 1985, PAID/ESA participated in a pedagogical workshop organised for twenty middle level staff from the Zambian Social Development Council, at the Mindolo Ecumenical Foundation.

iii) **Communication workshop**

PAID/ESA also contributed to the logistic and pedagogical aspects of a communication workshop for Agricultural Extension Officers from the Central Province of Zambia, which was organised at the institute from 27 to 29 August 1985.

CENTRAL TECHNICAL SERVICES OF THE GENERAL SECRETARIAT (CTS)

i) **Consultancy for UNICEF/ESARO (Francophone section)**

A staff member from CTS section of the General Secretariat was in Burundi and Rwanda from 21 August to 3 October 1984 undertaking a study on the relations between the needs of the peasant farmers and the appropriate technology programmes being partly funded by UNICEF.

ii) **NGO file**

At the meeting held by the Southern NGOs (Africa - Asia - Latin - America) in PAID/WA in March 1984, a Network for the Development and Coordination of the Southern NGOs (SONED) was set up and PAID was chosen as coordinator of the African regional office.

A pilot research proposal was drawn up by the staff member in charge of the NGO file at the General Secretariat.

The Project, whose aim is to provide more information on the present situation of African NGOs (i.e. legal basis, NGOs vis à vis the formal attitude of Governments, structuring etc...) should enable PAID to draw up a typology of African NGOs and to come up with a programme of action for the African region within the international Committee.

Support to Italian NGOs

Cooperation between PAID and the Italian NGOs which started in 1984, particularly with A.C.R.A. (Rural Cooperation Association in Africa) Milan, continued this year with CE. VO. GE. (Gêne Volunteers' Centre). The latter requested PAID to participate in the organisation of an exhibition-seminar on the theme « African Realities Today ». The seminar took place in January-February 1985 at the University of Gênes.

The seminar sought to make the youth as well as the university and business circles aware of the problems encountered by the Third World and the role that the NGOs can play to promote international cooperation for development.

iii) **Support to the French Cultural Centre in Buea, Cameroon**

In February 1985, a CTS staff member assisted the French Cultural Centre in Buea in preparing an exhibition on the theme « Ecology in Action » for primary school pupils.

iv) **Support to UNICEF – Burundi/Rwanda**

From 8 February to 28 May 1985, PAID worked with CURDES in Burundi, with a governmental

working group from Rwanda as well as with the UNICEF country offices in these two countries. The work undertaken in collaboration with these partners involved evaluation of UNICEF funded programmes as well as the preparation of a preliminary project on « Analysis of the situation of children » in each of the countries concerned.

v) **Support to BEAU–ZAIRE**

At the request of the ACCT, assistance was provided to BEAU (Research, Development and Town Planning Unit) in Zaire for the preparation of a document concerning the activities undertaken by the latter in two integrated and participatory rural development projects.

vi) **Support to CODEBAS (Cameroon)**

The Basse-Sanaga Development Committee (CODEBAS) continued to benefit from PAID's support in the implementation of its project « Non industrial fishing ».

The project needs to be evaluated in order to determine its orientations. This evaluation will be included in a research project in which ISI has already expressed some interest.

V. PUBLICATIONS, AUDIO–VISUAL, DOCUMENTATION WITHIN THE CONTEXT OF CHANGE IN PAID.

The publication-audio-visual documentation trilogy should serve as permanent communication aid in PAID's efforts towards a really active pedagogy. Thus, it is important to view these three elements from an integrative perspective with a view to producing coherent training tools.

1. PUBLICATIONS

PAID recognizes the difficulties it has experienced in publishing the results of its various activities. This is why now, more than ever before, considerable effort is being invested into this sector.

The three PAID Reports (Cahiers de l'IPD) announced in the 1983/1984 report have been published.

« Third World Women and Rural Development : a select annotated bibliography is a compilation of summaries, seminar reports, books, newspaper and journal articles on the subject of Third World Women in particular.

« Doctor MAIMOUNA parle aux Villageois » is a manual on village problems prepared by Dr. Frank Sillonville. PAID accepted to publish this manual in collaboration with Karthala since it entirely fits in with the institute's concerns, i.e. improvement of the conditions of the people at the grass-roots level using their daily experiences.

The publication entitled « The Food Production System in the Edea Region » was produced following field surveys conducted by the students (14th batch) in the Environmental studies Training Unit.

There were two issues of IPD/INFO (PAID Newsletter) in 1984/1985.

Lastly, the PAID publications Department is still collaborating with IFORD (Training and Demographical Research Institute) in Yaoundé.

2. AUDIO – VISUAL

Following the efforts made by the PAID Regional Institutes over the past few years to introduce audio-visual aids into the teaching programme, the Secratary General of PAID took the initiative to give a boost to this communication tool whose importance in active pedagogy cannot be over emphasized.

In response to this concern, the Swiss Technical Cooperation provided the General Secretariat as well as the four regional institutes with Mr. Ulrich Schweizer an adviser in pedagogy and an audio-visual specialist, who took up his post in September 1985 after an exploratory mission in Douala, Buea and Ouagadougou between April and June 1985.

Although it is not only today that the audio-visual component is being introduced into PAID's pedagogy along with the theory, it has, we must admit, been often treated as a mere «addition» and has never really been integrated into the curricula. Whereas the field work courses have enabled the institution to introduce «the real world» into its teaching programmes, audio-visual aids (which are an excellent means of motivating, informing, training and opening up the students minds to practical realities) have not perhaps been given their rightful place in this approach. To ensure that these aids are used judiciously, they must be easy to identify, obtain and handle -- hence the need to see to it that the users are well informed and trained. In addition to the « fear of the buttons » which is often a hindrance to the teacher, the institution has other difficulties to grapple with in this area, i.e. lack of qualified personnel, adequate premises, efficient administration and functional, well maintained equipment. The staff must also take the necessary time to study ways of integrating these aids into their teaching programmes and to produce the required documents and tools. This necessarily means devoting less time to lectures and being less « bookish ».

Modern information methods are increasing in Africa today and no training institute in the region can afford to disregard them without being overtaken by events. It is therefore necessary to utilize the various sources of information (newspapers, radio, television, video films) in training and at the same time teach each individual to view the mass-media with a critical mind.

There is a lot of wealth to be exploited from the world of images. However, such an exercise would require a lucid analysis considering the complex issues often arising in this sphere. Both the institute and the teaching staff have an important role to play in this case despite the fact that the development of the audio-visual sector will mean that the teacher will loose part of his « power » as a lecturer for the benefit of a truly participatory pedagogy.

IPD/AC

This year, the audio-visual department was intensely involved in the various activities conducted by the institute.

Colour as well as black and white photographic plates were produced to illustrate the Nutritional Guide which is being prepared as well as the PAID Reports (Cahiers de l'I. P. D.), a 30 min video film on the activities of «Workshop» in Douala (Ministry of Social Affairs) was also produced. At the Agro-pastoral show held in Bamenda (Cameroon) in December 1984, IPD/AC produced some video films concerning peasant farmers' way of life. Lastly, from 12 to 13 April 1985, IPD/AC jointly with PAID/WA organised a seminar in Buea on the theme « Communication and Audio-visual ».

In view of this intense activity, the audio-visual department will need more modern equipment in order to be more operational in the near future.

PAID/WA

In December 1984, the PAID/WA audio-visual department represented PAID in the Agricultural Show in Bamenda (Cameroon), where the stand prepared by the Institute won an award from the Cameroonian Minister for Agriculture.

From 12 to 13 April, 1985 PAID/WA organised a seminar on the theme « Communication and Audio-visual ».

The Swiss pedagogical adviser provided by the DDA worked with the PAID officer in charge of the audio-visual

department from 3 to 10 June 1985. After preparing an inventory of the existing equipment (part of which needs to be renewed) the two audio-visual specialists had discussions with the staff and students on the need to integrate this activity into their teaching programme and seminars.

IPD/AOS

During the 1984/1985 academic year, the audio-visual unit provided support to the institute's activities in various ways : production of teaching aids, films and slide shows, editing of a documentary film produced in the institute's research zone during the agricultural campaign, shooting of a colour video-documentary on IPD/AOS and organisation of cultural and recreational activities for the inhabitants of the surrounding areas.

The Audio-visual department was further strengthened this year through the gift of ultra-modern equipment from UNICEF.

To ensure the best use of this equipment, IPD/AOS is drawing up a programme of activities which will include, among other things : the initiation of staff members to au lio-visual, design of teaching aids and their integration into the teaching and research programmes, contribution from the audio-visual expert provided to the institution by DDA, etc...

PAID/ESA

There was considerable improvement in PAID/ESA's audio-visual activities in 1984/1985.

Slides, photographs, maps, etc, were produced by the staff member in charge of the department in accordance with the long term training programme in planning, management and evaluation of rural development projects. There are also plans to produce a video film and teaching materials for the long term course.

3. DOCUMENTATION

IPD/AC

In IPD/AC, the 1984/1985 academic year saw the intensification of the role of the Documentation Centre in the dissemination of information and distribution of documents concerning rural development problems. As a result, the number of outside users is steadily growing.

428 new books, 301 brochures and 110 periodicals were recorded during the year. This is quite a modest acquisition considering that a good number of these documents have been obtained either as gifts or on an exchange basis from the other training and research institutions. The situation can however be explained by the fact that the budget allocated for the purchase of books is inadequate.

The Documentation Centre continues to publish analytical and bibliographical reports as well as « IPD/AC– informations » – the institute's Newsletter for liaison with its former students.

From 26 February to 30 March 1985, an employee of SODECOTON (Coton Development Company in Cameroon) attended a training course in documentation.

Lastly, from 13 to 15 May 1985, the institute evaluated the Documentation Centre of APICA (Association for the promotion of African Community initiatives).

PAID/WA

The staff member in charge of the Documentation Centre took time off during the year to attend a refresher course as well as further training in the United States of America. It is hoped that this additional training will enable him boost the centre's activities.

Whereas the library stock has increased following a generous gift from ISI, the problem of inadequate library space remains unsolved due to lack of funds.

IPD/AOS

The Library handled 318 new monographs, which brings the total number of monographs to 3,780 as on 15 September 1985, while the number of subscriptions to periodicals has now risen to 67.

In addition 1,114 requests for periodicals and 736 requests for monographs were handled by the lending department, and 150 requests to use the library for study were recorded.

The Documentation Centre participated in the organisation and activities of the Burkinabe documentation network. Under the operation « safeguarding of non-conventional literature », the Institute requested the National Documentation Centre to microfilm the dissertations from the 1981/1984 long term training course.

Since July, 1985 the Documentation Centre has also been participating in the organisation of documentation on WHO's programme on river blindness.

Lastly, the Centre organised three five-month courses for one middle and one senior level documentation staff.

PAID/ESA

The Documentation Officer who has just completed a university course in library studies in England, is expected to boost the management and performance of this vital department.

The Institute received some funds from the Konrad Adenauer Foundation for the purchase of 100 new books.

CHAPTER III

SOME REFLECTIONS ON THE ACTIVITIES :

MEETINGS OF THE CENTRAL SCIENTIFIC AND PEDAGOGICAL COUNCIL AND ITS REGIONAL COMMITTEES

The Council, which is composed of personalities from outside the Institution and staff of the regional institutes, plays an important role not only in strengthening PAID's external relations, but also as a means of keeping in touch with the changes taking place in the different regions.

The Assembly of Delegates therefore attaches considerable importance to the Central Scientific and Pedagogical Council (CSPC) and its Regional Committees (see list of members in Annex III) which advise on the orientation of the overall policy and on institutional or inter-institutional programmes, whether in the field of training, research ,consultancy or technical support. The RSPC are thus supposed to supervise, guide and evaluate the scientific and pedagogical activities carried out by the regional institutes, in a participatory spirit and with a critical mind. In so doing, the RSPCs provide a permanent and constructive tool for the evaluation of activities conducted by the training and research staff in the regional institutes.

During the year 1984/1985, the Regional Scientific and Pedagogical Committees met as follows :

- *PAID/ESA : 27 and 28 March 1985*
- *PAID/AOS : 11 and 12 April 1985*
- *PAID/WA : 6 and 7 May 1985*
- *IPD/AC : 27 and 28 June 1985*

The following are some of the salient recommendations made by the respective RSPCs :

IPD/AC

It is absolutely necessary to retain a certain number of criteria as a guide in the selection of activities so that those activities which are either directly or indirectly relevant to the grass-roots structures can be dealt with as a matter of priority.

Considering the changes that have taken place in the field, IPD/AC must make constant efforts to ensure that its training activities are designed in accordance with the needs in the field.

An appropriate time should be chosen in future to critically re-analyse the trends, methods and contents of the Training Units, programme in the light of these changes and in order to make the training course more effective.

More senior staff should be recruited to increase the present staff strength and internal, collective and individual training programmes should be organized to enable the staff to improve their qualifications.

PAID/WA

There is need to improve the present library stock, particularly publications on research and research proposal techniques. A list of the books and periodicals required is to be prepared and kept ready in case there is an offer from a donor organisation.

The long term training courses should be harmonized to avoid congestion and to ensure that both participants and staff are not overworked during certain periods. More practical exercices should also be incorporated to make the programme more relevant. The institute should make deliberate efforts to enroll more female participants for the course and to recruit more female staft at the senior and support levels as well as in other constitutional bodies such as the RSPC.

Staff training is another issue that the institute should systematically examine. A proposal was made to have a workshop on «Research Proposals for Funding» using the 1984–1985 staff training funds. In order to facilitate exchanges between the Institutes, bilingualism was once again strongly recommended.

In view of the current financial problems, it would be advisable to look into the financial aspects of all projects as a matter of priority.

IPD/AOS

More rigour should be exercised in the recruitment of trainees who should, as far as possible, be already engaged in a profession.

The best dissertations should be published and in cases where the funds needed for such an exercise are lacking, PAID should undertake to contact other institutions such as universities for assistance.

The recognition of diplomas by other institutions is not a major obstacle for the time being ; the main concern should be to hand back to the various States, competent and really efficient staff whose technical and scientific value the institute can vouch for.

Attempts should be made to consolidate PAID's relations with other training and research institutions as a means of enhancing PAID's training programme.

PAID training staff should be recruited on the basis of their scientific knowledge and experience.

LONG AND SHORT TERM TRAINING ACTIVITIES : POSSIBLE FUTURE TRENDS

The Council supported IPD/AOS' efforts to assist States and non-governmental institutions in the field of training.

It is necessary to lay more emphasis on the social aspects of development and to programme training activities in a more realistic manner so as to take into account not only the needs of the States and of non-governmental organisations, but also the resources that PAID is sure to receive in the near or distant future.

In selecting short term training activities, the possibilities of self-financing should be taken into consideration.

Staff members should be encouraged to put into practice the Training-Research-Support approach and the institute should take steps to build on the experience acquired in the field of short and long term training, in collaboration with the other regional institutes.

DEVELOPMENT RESEARCH : RESULTS AND PERSPECTIVES

On the basis of the report concerning activities and research results, the RSPC recommended :

. *that the Research department should support training activities ;*

. *that the Research department staff should take the necessary measures to develop a new five year research programme before the end of the year 1985. In view of this, the following questions should be examined :*

- *possible extension of the present research zones ;*
- *search for new zones in collaboration with research institutions in Burkina - Faso.*

This new research programme should take into account the new tendancies in development research in Burkina-Faso.

There is need for research staff to establish and strengthen relations with other research workers in Burkina - Faso as well as in countries of the sub-region. Considering that PAID is not a research institute as such, its role in this case should be to contribute to the development, follow-up and evaluation fo research programmes.

PROSPECTS OF INTRODUCING COMPUTER SCIENCE INTO THE ACTIVITIES OF IPD/AOS

Having assessed the importance of computer science in the process of development and in view of the problems posed by the introduction of this science in terms of financial and human resources, the RSPC recommended :

. *That IPD/AOS should conduct a detailed study in this area with a view to obtaining all the necessary information, particularly by contacting the PADIS programme of the ECA to obtain the necessary advice on the matter.*

The RSPC also noted with satisfaction that CIADFOR (Centre Interafricain pour le Développement de la Formation Professionnelle) in consultation with the TURIN Centre, undertakes to assist the institute in finalizing its request in view of the introduction of this science into the institute.

PAID/ESA

RECRUITMENT OF STUDENTS FOR THE POST GRADUATE DIPLOMA COURSE

In order to cater for the different academic levels of the students (degree holders, diploma holders and non-diploma holders) and also to maintain the present status of the Post Graduate Diploma, PAID/ESA should organize two programmes : a Diploma course for students without degree or diplomas but with a minimum of two years' post secondary school education and five years working experience, and a post graduate Diploma course for degree and diploma holders. To enable the staff to cope with the teaching work load, the two programmes should run alternately, each lasting nine months. PAID/ESA should work out the details concerning the implementation of the two programmes.

TRAINING METHODOLOGY

The students should be assessed not only on the basis of their performance as members of a group but also on the basis of each student's individual performance.

RESEARCH

There should be an immediate plan of action for research. The current researcher should embark on synthesizing the students' Field Work I and Field Work II reports and identifying salient issues requiring further research.

CHAPTER IV

RESEARCH AND CURRENT CHANGES

FINANCIAL RESOURCES

Owing to the difficult economic situation still being experienced internationally, PAID has had problems with funding. In spite of this, the institution has been able to function quite smoothly thanks to the good will of all the financial partners. It must be admitted that the efforts made by the institution as a follow-up to some of the recommendations from the various evaluation exercices also contribute to the improvement of this difficult financial situation.

The Assembly of Delegates highly appreciated the proposed PAID/Donors' meeting in which the two parties will try to see how PAID can adapt itself to the changing African environment. Very serious preparations for this meeting (which is scheduled for the first half of 1986), are already underway, with the effective participation of the Management Committee, a reflection group conducted by some members of the Assembly of Delegates, the Central Scientific and Pedagogical Council as well as its regional Committees.

Despite the unexpected cuts in general grants by certain donors, the 1984/1985 budget was implemented without difficulties, with the help of receipts from some local contracts.

Having taken note of the accounts related to this budget and the external auditor's observations, the Assembly of Delegates voted the new 1985/1986 budget (see next page).

As was the case last year, the overall increase of the 1985/1986 budget in comparison to that of the previous year remains low (5.4 %). It does not even correspond to the rate of inflation, which is higher. This can be explained partly by the difficulties in funding and partly by the concern to have a fixed ceiling beyond which the budget should not go, while at the same time seeking to improve not only the quality of our various activities, but also the capacity of the existing human resources as far as initiative and creativity are concerned.

HUMAN RESOURCES

The 1984/1985 academic year brought important changes both with regard to the strengthening of the institution's leadership and the staff situation.

The appointment of the Secretary General and of three new Directors in May 1984 marked the consolidation and stabilization of the leadership of the institution as a whole. With the recent appointment of the new Financial Coordinator, Mr. Kouassi Bernard, the new management team is now complete.

1985 — 1986 BUDGETS

FINANCIAL YEAR / INSTITUTES	1985 / 1986	1984 / 1985	VARIANCE
IPD/AC, DOUALA	370 465 000	350 000 000	+ 20 465 000 = 5.51 %
PAID/WA, BUEA	257 138 000	240 000 000	+ 17 138 000 = 7.14 %
IPD/AOS, OUAGADOUGOU	256 555 000	250 000 000	+ 6 555 000 = 2.62 %
PAID/ESA, KABWE	230 000 000	225 000 000	+ 5 000 000 = 2.22 %
IPD/STC, DOUALA	148 943 000	141 000 000	+ 7 943 000 = 5.63 %
INSTITUTE'S TOTAL	1 263 101 000	1 206 000 000	+ 57 101 000 = 4.73 %
GENERAL SECRETARIAT AND INTERNATIONAL ASSOCIATION	180 772 000	162 829 000	+ 17 943 000 = 11.01 %
GRAND TOTAL	1 443 873 000	1 368 829 000	+ 75 044 000 = 5.48 %

1984/1985 FINANCIAL STATEMENT

I. OPERATIONAL EXPENDITURE OF THE REGIONAL INSTITUTES

		000 FCFA	%
–	*IPD/AC – DOUALA*	*410'203*	*28 %*
–	*PAID/WA – BUEA*	*329'583*	*23 %*
–	*IPD/AOS – OUAGADOUGOU*	*310'724*	*21 %*
–	*PAID/ESA – KABWE*	*268'900*	*18 %*
–	*IPD/STC – DOUALA*	*136'949*	*10 %*
	Total expenditure	**1'456'359**	**100 %**

II. RECEIPTS ALLOCATED TO THE REGIONAL INSTITUTES

–	*US–AID*	*– WASHINGTON*	*US $*	*806'000.–*	*344'432*	*23.9 %*
–	*DDA*	*– BERNE*	*F.S.*	*1'350'000.–*	*245'784*	*17.0 %*
–	*ACDI*	*– OTTAWA*	*Can $*	*400'000.–*	*145'889*	*10.1 %*
–	*CTPB*	*– THE HAGUE*	*DFL*	*925'000.–*	*126'660*	*8.8 %*
–	*EEC*	*– BRUSSELS*	*ECU*	*300'000.–*	*104'168*	*7.2 %*
–	*CAMEROON*				*77'392*	*5.4 %*
–	*ISI*	*– BONN*			*52'291*	*3.6 %*
–	*CFTC*	*– LONDON*			*41'174*	*2.9 %*
–	*UNICEF*	*– NEW–YORK*			*36'729*	*2.5 %*
–	*BURKINA–FASO*				*36'375*	*2.5 %*
–	*Other international organisations (6)*				*107'528*	*7.5 %*
–	*Other African organisations (23)*				*124'295*	*8.6 %*
	Total receipts				**1'442'717**	**100.–%**
	Overexpenditure of the regional institutes				**13'642**	

III. GENERAL SECRETARIAT

Expenditure	**176'824**
Receipts	
– *Contribution of the regional institutes*	*131'125*
– *Miscellaneous*	*66'724*
	197'849
Surplus receipts of the General Secretariat	**21'025**

IV. SURPLUS RECEIPTS FOR THE FINANCIAL YEAR 7'383

The need to have top quality staff became apparent during the year. Thus, the personnel manager is presently undertaking an in-depth evaluation exercise aimed at determining the quality of the human resources in the various PAID institutes. The staff will be evaluated not only on the basis of their academic qualifications and professional experiences, which goes without saying – but also on the basis of the quality of professional experience vis à vis the needs arising in the field in Africa today.

The process of staff exchange and transfers has already been set in motion along several different lines :

. *Staff from different institutes – both anglophone and francophone – working together on the same projects : this is the case with the AMTA programme, the MINAGRI (Ministry of Agriculture, Cameroon) project and the primary health care project being implemented in collaboration with the WHO.*

In eddition to exchanging the experience acquired within PAID, staff members will also be abla to benefit from the experience of the other institutes involved in the same projects ;

. *Promotion of bilingualism among the present staff and priority to bilingual professionals in future recruitment exercices ;*

. *Transfer of staff from one institute to another, between francophone institutes as well as anglophone and francophone institutes.*

To achieve this, it is important to make the staff recognize that a transfer is not necessarily a disciplinary measure (in fact this will be rarely the case). It should on the contrary considered as a measure towards the improvement of the quality of the Institution's activities as a whole.

Under the Chairmanship of its dynamic President, Mr. Burnley, the Joint Committee has now finished its work on the rules governing the implementation of the Senior Staff Rules and on the proposed modifications to this text. The document is now being studied by the General Secretariat, and will then be submitted to the Finance Committee which will look into Financial implications before making recommendations to the Assembly of Delegates.

The Assembly of Delegates has finally put an end to the disciplinary problems which had cropped up in some institutes. This has mainly been done by relieving the Assembly of administrative matters with which it was often burdened but which were not really its responsibility. The Secretary General now has full powers to solve such problems.

Finally, it is with the greatest regret that we have to announce the bitter loss of Mamadou Diouma Barry, an economist at IPD/AC, who passed away in Paris on 1st October 1985 at the age of 46. In all the meetings which took place at the beginning of the new academic year tribute was paid to our late lamented colleague.

BUILDINGS

The situation regarding the construction of new buildings has not changed very much since last year's report, particularly because of financial difficulties and the fact that most of our financial partners' policies do not allow them to provide funds for this kind of activity.

IPD/AC

Tenders for the construction of the second phase (administrative and pedagogical blocks) have now been processed and PAID has signed a contract with the firm selected to carry out the project. Construction work is therefore due to start soon and will last about 18 months. It will be recalled that part of the funds for this project have been provided by EZE Bonn.

PAID/WA

The Institute has been able to carry out minor repairs and repainting but still needs funds for major repairs.

IPD/AOS

The finishing of the campus was done with funds from the Renewal Fund. However there are already a number of problems with the new buildings (i. e. leakage, faulty water distribution system) due to some construction defects.

PAID/ESA

DDA/Berne is still willing to finance the project, but in collaboration with another partner. In the meantime, the Institute is trying to scale down the initial project and to put up modest, less expensive buildings. The new project proposal will be submitted to DDA and the EEC.

GENERAL SECRETARIAT

The landlord of the present premises has given PAID notice to vacate the offices since the building has to be renovated soon.

The solution proposed by the General Secretariat in view of the very high rent being paid for the present premises is to put up our own offices at Bassa, (Douala) where PAID has a piece of land. The architectural study for a simple but functional building costing no more than 100 million CFA francs has already been done and submitted to the Executive Committee.

The Executive Committee has already accepted the project in principle following additional information on the matter from Mr. Martin Luma, President of PAID Finance Committee.

ANNEXES

ANNEX I

NUMBER OF STUDENTS TRAINED PER COUNTRY OVER THE LAST TWO ACADEMIC YEARS

IPD / AC – DOUALA

	NUMBER OF STUDENTS	
	1983/1984	1984/1985
BENIN	2	–
BURKINA–FASO	9	11
BURUNDI	7	–
CAMEROON	26	9
CONGO	17	6
IVORY COAST	1	–
DJIBOUTI	1	–
GABON	2	4
MADAGASCAR	–	4
MAURITANIA	–	2
NIGER	2	–
CENTRAL AFRICAN REPUBLIC	4	3
RWANDA	5	4
SENEGAL	4	2
CHAD	2	3
TOGO	6	–
ZAIRE	14	–
TOTAL	102	48

PAID / WA – BUEA

COUNTRY	NUMBER OF STUDENTS	
	1983/1984	1984/1985
BOTSWANA	1	–
CAMEROON	6	9
ETHIOPIA	3	4
GAMBIA	5	7
GHANA	4	7
KENYA	2	2
LESOTHO	–	1
LIBERIA	7	7
MALAWI	1	2
NIGERIA	13	13
UGANDA	3	1
SIERRA LEONE	4	1
TANZANIA	1	–
ZAMBIA	2	–
TOTAL	52	54

IPD / AOS – OUAGADOUGOU

COUNTRY	NUMBER OF STUDENTS	
	1981/82 – 1983/84 *	1984/1985
BURKINA-FASO	19	3
BENIN	–	4
MALI	–	7
MAURITANIA	–	1
NIGER	9	3
TOGO	5	–
TOTAL.....	33	18

PAID / ESA – KABWE

COUNTRY	NUMBER OF STUDENTS	
	1984	1985
BOTSWANA	1	–
ETHIOPIA	3	2
KENYA	2	1
LESOTHO	1	1
MALAWI	4	4
MAURITIUS	1	1
NAMIBIA	6	5
SOMALIA	3	2
SUDAN	2	2
SWAZILAND	–	2
TANZANIA	1	2
UGANDA	2	2
ZAMBIA	2	3
ZIMBABWE	1	2
TOTAL	29	29

* Three year course

ANNEX II

LIST OF PERMANENT PROFESSIONAL STAFF PAID

GENERAL SECRETARIAT (DOUALA – CAMEROON)

Secretary General	*Professor Alfred MONDJANAGNI (Benin) Geography*
Financial Coordinator and Internal auditor	*Boukary YOUNOUSSI (Niger) Management*
Administrative Coordinator	*Laban KIRYA (Uganda) Public Administration*
Personnel Manager	*Luther BANGA (Cameroon) Sociology*
Registrar	*Oscar MATIKE TITA (Cameroon) Finance/Management*
Translators	*Moussoulimou KARIMOU (Benin) English/French*
	Loïs KIBERA (Kenya) French/English

CENTRAL TECHNICAL SERVICES OF THE GENERAL SECRETARIAT « STC » (DOUALA – CAMEROON)

Publications Officer	*Adovi John- Bosco ADOTEVI (Togo) Law, Journalism and Publication*
Coordinator of PAID/NGOs activities and Research in R/PAIDs	*Cosme DIKOUME (Cameroun) Sociology*
Coordinator of reaserch/pedagogy in the R/PAIDs and CTS	*Philip LANGLEY (United Kingdom) Research/Appropriate technology.*

PAID CENTRAL AFRICA (IPD / AC) DOUALA – CAMEROON

Director	*Prof. Tshikuku KABEYA (Zaire)* *Economics*
Registrar	*Simon BARARUNYERETSE (Burundi)* *Management*
Professional Staff	*Oscar CORDEIRO (Angola)* *Agronomy*
	*Mamadou Diouma BARRY (Guinea) ** *Economics*
	Louis BISSEK (Cameroon) *Economics / Planning*
	Georges CRASSON (Belgium) *Management*
	Michel DAMON (France) *Economics / Management / Medicine*
	André DJAM (Cameroon) *Economics*
	Hélène DOS SANTOS (Benin) *Nutrition*
	Emmanuel KAMDEM (Cameroon) *Financial Management*
	André MOUTOU (Congo) *Economics / Planning*
	Joseph MULUMBA TSHEPELA (Zaïre) *Agricultural economics*
	Prosper NGOMA (Congo) *Sociology*
	Jean-Bosco SOME (Burkina - Faso) *Pedagogy / Psychology*
	Ernest ZOCLI (Benin) *Library science*

* *Passed away on 1st October 1985*

PAID WEST AFRICA (PAID/WA) BUEA – CAMEROON

Director	*Dr. MBANDI Stephen (Cameroon)* *Social development*
Registrar	*Ernest MANGESHO (Tanzania)* *Accounting/Management*
Professional Staff	*Christopher ATANG (Cameroon)* *Curriculum planning and communication*
	Elubatel Sampong BOADI (Ghana) *Economic development planning*
	Dr. Ruediger HUELSEN (Federal Republic of Germany) *Research/Agronomy*
	Apollonia KERENGE (Tanzania) *Agricultural economics*
	Saul LUYOMBYA (Uganda) *Cooperatives*
	Dr. Foday MacBAILEY (Sierra Leone) *Research/Agricultural economics*
	Jacob NGWA (Cameroon) *Development Administration*
	Eugene NWANOSIKE (Nigeria) *Library science*
	Henry SAWYERR (Sierre Leone) *Training methods*
	Gerard SSENKOLDTO (Uganda) *Community Development*

PAID WEST AFRICA–SAHEL (IPD/AOS) OUAGADOUGOU – BURKINA-FASO

Director	*Malick FALL (Senegal)* *Agro - forestry*
Assistant Director	*Issaka DOULAYE MAIGA (Niger)* *Sociology*
Registrar	*Boniface TIOTSOP (Cameroon)* *Management*

Professional Staff	*Awa ADJIBADE (Burkina-Faso)* *Sociology*
	Cyrille BANDEIRA (Togo) *Audio-visual*
	Bernard DABIRE (Burkina-Faso) *Agricultural economics*
	Souleymane DIALLO (Mali) *Economics/Statistics*
	Amadou DIOP (Senegal) *Library science*
	Olivier JACOB (France) *Economics/Management*
	Ismaïla KANTE (Mali) *Economics*
	Denis KOFFI (Benin) *Economics/Management*
	Faya KONDIANO (Guinea) *Mathematics/Management*
	Alain MAHARAUX (France) *Geography*
	Abdelkader MECHERI (Algeria) *Agricultural Economics*
	Marc NOALLY (France) *Agricultural Economics*

PAID EAST AND SOUTHERN AFRICA (PAID/ESA) KABWE – ZAMBIA

Director	*Anthony HAGAN (Ghana)* *Economics / Regional Planning*
Registrar	*Patrick MUSOKWA (Tanzania)* *Management*
Professional Staff	*George Kwado ADDAI (Ghana)* *Economics/Planning*
	Adrian Jospeh FERNANDES (Tanzania) *Development Management*
	Alan Billy LUBANSA (Zambia) *Library science*

Stephen MACHOOKA (Kenya)
Agronomics/Research

Anthony Nforba NCHARI (Cameroon)
Cooperative Management

Arseni Rwamiheto SEMANA (Uganda)
Communications

Anderson Kaseba CHIBWA (Zambia)
Geography/Research

ANNEX III

EXTERNAL MEMBERS OF THE CENTRAL SCIENTIFIC AND PEDAGOCICAL COUNCIL AND ITS REGIONAL COMMITTEES

1) *Dr. GWAN Emmanuel Achu*
Département de Géographie
Université de Yaoundé
YAOUNDÉ
Cameroon

2) *Prof. KAZADI N'DUBA wa DILE*
B. P. 820
Université de Kinshasa
KINSHASA XI
Zaïre

3) *Dr. J. P. MITCHELL*
P. O. Box 1169
MONROVIA
Liberia

4) *Mr. J. H. O. KIDENDA*
Deputy Chief Planning Officer
Ministry of Economic Planning
NAIROBI
Kenya

5) *Mme Jacqueline KI-ZERBO*
B. P. 3311
DAKAR
Sénégal

6) *M. Hilaire BABASSANA*
Directeur INSEJAG
Université Marien Gouabi
Chef de la Division Accumulation
et Rapports internationaux
Ministère du Plan
BRAZZAVILLE
Congo

7) *M. NGIDEHOU Justin*
Président de la Commission du Plan d'État
des Finances et du Budget
Assemblée nationale révolutionnaire
COTONOU
Bénin

8) *M. S. E. CHULU*
Management Expert
Management Services Board
P. O. Box 50995
LUSAKA
Zambia

Regional Scientific and Pedagogical Committee – IPD/AC

1) *Prof. Hilaire BABASSANA*
Directeur INSEJAG
Université Marien Gouabi
Chef de la Division Accumulation
et Rapports Internationaux
Ministère du Plan
BRAZZAVILLE
Congo

2) *Prof. KANKUENDA M'BAYA*
Directeur du Laboratoire d'analyses
sociales de Kinshasa
B. P. 12975
KINSHASA
Zaire

3) *M. ELONG MBASSI*
Directeur de ARAN–MAETUR
B. P. 3425
DOUALA
Cameroon

Regional Scientific and Pedagogical Committee PAID/WA

1) *Dr. P. MITCHELL*
P. O. Box 1169
MONROVIA
Liberia

2) *Dr. E. AMONOO*
Institute of Development Studies
Cape Coast University
CAPE COAST
Ghana

3) *Dr. E. GWAN*
Département de Géographie
Université de Yaoundé
YAOUNDÉ
Cameroon

1) *M. WOI Messe Alphonse*
Directeur de l'Institut agricole
de Bouaké
BOUAKE
Côte d'Ivoire

2) *M. Papa KANE*
Directeur exécutif du Centre
interafricain pour le Développement
de la Formation Professionnelle
ABIDJAN
Côte d'Ivoire

3) *Mme WOMAS H. Adjoa*
Directrice de la Formation des
Études et de la Coopération
Ministère des Affaires Sociales
de la Condition Féminine
LOME
Togo

4) *M. OUALI Firmin*
Responsable du Bureau de la Programmation
Institut Burkinabe de la Recherche agronomique
et zootechnique, Direction Générale de la
Recherche scientifique et technologique
OUAGADOUGOU
Burkina-Faso

5) *M. HAMIDOU Harouna SIDIKOU*
Directeur de l'Institut de Recherches
en Sciences Humaines (IRSH)
de l'Université de Niamey
NIAMEY
Niger

6) *M. GNIDEHOU Justin*
Président de la Commission du Plan d'État,
des Finances et du Budget
Assemblée nationale révolutionnaire
COTONOU
Bénin

Regional Scientific and Pedagogical Committee – PAID/ESA

1) *Mr. S. E. CHULU*
Management expert
Management Services Board
P. O. Box 50995
LUSAKA
Zambia

2) *Mr. J. H. O. .KIDENDA*
Deputy Chief Planning Officer
Min. of Economic Planning and Development
P. O. Box 30005 NAIROBI (Kenya)

3) *Mr. E. R. KAAHWA*
Assistant Commissioner for Agriculture
Ministry of Agriculture
P. O. Box 102
ENTEBE
Uganda

4) *Mr. J. Z. Z. NATOWANYIKA*
Town Planning Officer
Dept. of physical Planning
P. O. Box 561
MUTARE
Zimbabwe

5) *Mr. WONDWOSEN MESSELE*
Economist/Project Planning
P. O. Box 1544
ADDIS ABABA
Ethiopie

6) *Prof. K. S. P. RWENGASIRA*
Deputy Director of Institute of Finance Management
P. O. Box 3918
Dar-Es-SALAAM
Tanzania

Representative of former PAID Students

Ms. MONDE C. SAWEKEMA
Senior Marketing and Coop. Officer
P. O. Box 33579
LUSAKA
Zambia

Mr. M. W. R. CHINTHOCHI
Office of the President and Cabinet
Dev. Division
P. O. Box 30132
LILONGWE
Malawi

ANNEX IV

INTERNATIONAL ASSOCIATION–EXTERNAL RELATIONS

A. INTERNATIONAL AND TECHNICAL AGENCIES PROVIDING FINANCIAL SUPPORT TO PAID

- *Direction de la Coopération au Développement et de l'Aide humanitaire (DDA) – Berne (Switzerland)*
- *Canadian International Development Agency (CIDA) – Ottawa (Canada)*
- *United States Agency for International Development – USAID – Washington (USA)*
- *Central Protestant Agency for Development Aid (Evangelische Zentrastelle für Entwicklungshilfe (EZE) – Bonn (Federal Republic of Germany)*
- *Institut für Internationale Solidarität (ISI) – Bonn (Federal Republic of Germany)*
- *Agence général de Coopération au Développement (AGCD) – Brussels (Belgium)*
- *Ministry of External Relations – Secrétariat d'État à la Coopération – Paris (France)*
- *Ministry of External Relations – The Hague (Netherlands)*
- *Norwegian Agency for International Development (NORAD) – Oslo (Norway)*
- *European Economic Commission (EEC) – Brussels (Belgium)*
- *The Commonwealth Fund for Technical Cooperation (CFTC – London (United Kingdom)*
- *Ford Foundation (USA)*
- *Danish International Development Agency (DANIDA) – Copenhagen (Denmark)*
- *Swedish International Development Authority (SIDA) – Stockholm (Sweden)*

B. AFRICAN GOVERNMENTS SUPPORTING PAID

PAID's activities cover practically all the African countries south of the Sahara, with the exception of the Republic of South Africa. Most of these countries send students to PAID for training and are increasingly providing partial or full scholarships. They also offer facilities for the organisation of field work activities.

PAID is making efforts to encourage a greater number of African countries to provide financial support ot the Institution.

The following countries make financial contribution to PAID, either directly or in the form of scholarships for the students :

- *Cameroon*
- *Benin*
- *Burkina - Faso*
- *Niger*
- *Nigeria*
- *Zambia*

C. INTER–AFRICAN ORGANISATIONS COLLABORATING WITH PAID

- *Economic Community of West African States (ECOWAS)*
- *Communauté économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC)*
- *Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO)*
- *Comité inter-États de Lutte contre la Sécheresse (CILSS)*
- *Southern Africa Developpment Coordinating Conference (SADCC)*
- *African Association for Public Administration and Management (AAPAM)*
- *African Association for Literacy and Adult Education (AALAE)*
- *African Development Bank (ADB)*

D. INTERNATIONAL ORGANISATIONS COLLABORATING WITH PAID

- *United Nations Children's Fund (UNICEF)*

  World Health Organisation (WHO)
- *United Nations Food and Agriculture Organisation (FAO)*
- *United Nations Economic Commission for Africa (ECA)*
- *United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation (UNESCO)*
- *World Federation of Lutheran Churches*
- *World Bank*
- *World Bank Economic Development Intitute (EDI/WB)*

  Manitoba Institute of Management
- *Agence de Coopération culturelle et technique (ACCT)*
- *United Nations Development Programme (UNDP)*

  Organisation of African Unity (OAU)
- *International Service for National Agricultural Research (ISNAR)*
- *United Nations Sudano-Sahelian Office (UNSO)*

ANNEX V

INFORMATION ON APPLICATION FOR MEMBERSHIP OF PAID INTERNATIONAL ASSOCIATION

Application forms can be obtained from the General Secretariat. They should be countersigned by a member of PAID. Applications supported by staff of the institutes should be channelled through the Directors of the institutes to the General Secretariat which will check whether all the necessary details have been provided.

Applicants should attach copies of their curriculm vitae. After admission, members should keep the General Secretariat informed of any changes in their curiculum vitae.

The annual membership fee is 5,000 FCFA (100 FF).

Membership dues should be paid directly to the General Secretariat. However, in cases of foreign exchange difficulties, payment may be sent to the Regional Institutes in national currencies.

ANNEX VI

MEMBERS OF THE ASSEMBLY OF DELEGATES

Alexandre ADANDE (Benin)
Enthnologist, former Minister for Agriculture, Finance and Justice, Cotonou (Benin)

Ben Mady CISSE (Senegal)
Former State Secretary for Human Development
Former Senegalese Ambassador to Cape Verde Islands

Dzikamai DANHA (Zimbabwe)
Former Director of PAID/WA
Executive Director, African Development Bank
Abidjan, (Ivory Coast)

Ousmane DIARRA (Ivory Coast)
Former General Manager of the National Rural Development
Bureau, Director of Regional Development, Ministry of Planning
Abidjan (Ivory Coast)

René DIDIER (Canada)
Former Vice-Minister (Quebec), Professor at Faculty of Administration,
University of Moncton,(Canada)

Emmanuel GWAN (Cameroon)
Geograhy Lecturer, University of Yaounde, (Cameroon)

Ampah Gabriel JOHNSON (Togo)
Rector, University of Benin
Former President of the Association of African Universities, Lome (Togo)

S. B. JONES (Ghana)
Economic Development and Planning, Kampala (Uganda)

Professor KAZADI N'DUBA Wa DILE (Zaire)
Former Dean of the Faculty of Economic Science
National University of Zaire (Zaire)

J. H. O. KIDENA (Kenya)
Deputy Chief Planning Officer
Ministry of Economic Planning (Kenya)

Mrs Jacqueline KI-ZERBO (Burkina-Faso)
Expert in Social Sciences, Ouagadougou, (Burkina-Faso)

Martin LUMA (Cameroon)
Former Vice-Minister for National Education (Cameroon)

Joseph LUTKE-ENTRUP (F. R. Germany)
Agronomist, Konrad Adenauer Foundation (ISI Bonn), (FRG)

Professor Akin L. MABOGUNJE (Nigeria)
Professor of Geograghy, President of Administrative Board
University of Ogun (Nigéria)

John Payne MITCHELL (Liberia)
Former Minister of Education, Liberia

Mrs. Lily A. W. MONZE (Zambia)
Provincial Political Secretary, Lusaka (Zambia)

G. Brain STAPLETON (Great Britain)
Former Director PAID/WA, Buea (Cameroon)

Pierre ZUMMACH (Switzerland)
Organisation and Development Adviser
Lecturer in Social Administration, Geneva (Switzerland)

The Secretary General, full member ox officio of the Assembly of Delegates and its subordinate bodies.

Directors and two staff representatives
(observers)

SPECIALISED COMMITTEES AND COUNCILS

SCIENTIFIC AND PEDAGOGICAL COUNCIL

1. *Central Council (meeting every 2 years)*

2. *Regional Councils (Committees once a year)*

FINANCE COMMITTEE

Auditors :

Fiduciaire Marcel LAUPER, Geneva

JOINT COMMITTEE

COUNTRIES COVERED BY PAID REGIONAL INSTITUTES

PAYS INTERESSES PAR LES ACTIVITES DES INSTITUTS REGIONAUX DE L'IPD

- Secrétariat Général
  B.P. 4056 – DOUALA (Cameroun)
  Tél. 42-43-35 42-10-61 & 42-85-65– Télex : 6048 KN

- Bureau de Genève
  3 rue de Varembé, 1211 Genève 20 Suisse – Tél. : 33-60-16 – Télex : 27102 CH

- PAID–West Africa
  P.O. Box 133, BUEA (Cameroun)
  Tél. : 32-82-16. Télex : 5735 KN, Cable : PAID Buea

- IPD–Afrique Centrale
  B.P. 4078 – DOUALA (Cameroun)
  Tél. : 42-37-70 & 42-30-68 – Cable : PANINSTIT Douala

- IPD–Afrique de l'Ouest–Sahel
  B.1756 OUAGADOUGOU (Burkina-faso)
  Tél. : 33-41-17 & 33-53-40. Télex : 5423 UV. Cable : PANINSTIT Ouagadougou

- PAID–East and Southern Africa, P.O. Box 80448, KABWE (Zambia)
  Tél. : 3651 & 3451. Télex : za 81290